Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:18 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 27 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***7- 14 juillet 2021***

RALLIEMENT AUTOUR DES OBJECTIFS DE PHTK

Un nouveau Premier ministre de facto

La présidence faite sur mesure pour Laurent Lamothe; Michel Martelly accepte-t-il l'idée de se faire duper par Jovenel Moïse ?

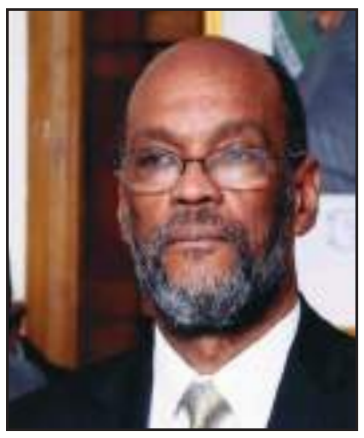
Par Léo Joseph

Depuis quelque temps, Jovenel Moïse joue au prestidigitateur, posant des actes qui sont interprétés dans un sens, alors qu'il signifie le contraire. Il semble qu'il soit acculé à sortir l'ultime magie de son chapeau, le scénario de l'héritage du pouvoir, qui ne serait pas destiné à celui qu'on croyait, en l'occurrence, Joseph Michel Martelly, duquel il l'avait hérité, mais avec la promesse de lui retourner l'ascenseur. Les mises en place dévoilées mettent en évidence Laurent Salvador Lamothe comme successeur de l'homme banane. C'est-à-dire si les conditions permettent au projet qu'il a concocté de s'exécuter à la lettre.

Pour commencer, le suspens déclenché autour de la nomination d'un autre Premier ministre

Jovenel Moïse, récompenser Lamothe et damer le pion à Martelly.

de facto pour remplacer Claude Joseph, en réponse à une des de l'Organisation des États américains (OEA), a fini par se résoudre à la faveur d'un tweet de Jovenel Moïse annonçant le choix du chirurgien neurologue Ariel Henry comme Premier ministre. Par la même occasion, il a énoncé les responsabilités du nouveau chef de la primature, en ces termes : « *Former un gouvernement d'ouverture, avec des organisations politiques et la*



Dr Ariel Henry, un Premier ministre très peu assuré de sa réussite.

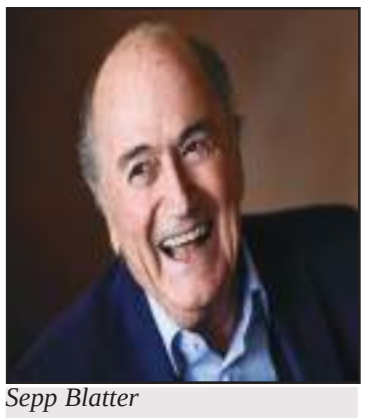
société civile; rétablir la sécurité dans le pays et organiser des élections générales et le référendum ». Voilà une gageure pour le médecin, également homme politique, qui a traîné sa bosse dans

Suite en page 2

LE CONTENTIEUX D'YVES JEAN-BART AVEC LA FIFA (SUITE)

Le géant du foot international pris au piège de la politique crasse d'Haïti

Associée inconsciente au scandale PetroCaribe...



Sepp Blatter

Dr Yves Jean-Bart n'a aucune intention de baisser les bras, face à la FIFA et à Romain Molina.

Par Léo Joseph

Dans le contentieux opposant le Dr Yves Jean-Bart, destitué de son poste de président de la Fédération haïtienne de football (FHF), en sus d'être banni à vie de toutes activités sportives, à la Fédération internationale de football association (FIFA), pourrait jeter cette institution dans une

Suite en page 15

LES HAÏTIENS SONT-ILS ROULÉS DANS LA FARINE PAR JOE BIDEN ?

D'aucuns évoquent la théorie de la « manipulation clintonienne »

L'affaire PetroCaribe et le Fonds de reconstruction d'Haïti dans la politique américaine

Jovenel Moïse continue de la politique des Clinton, par l'entremise de Joe Biden.

Jean Max Bellerive, ex-Premier ministre de René Préval, copilote du Fonds de reconstruction d'Haïti

Par Léo Joseph

À constater la manière dont Joe Biden, qui avait promis aux activistes haïtiens de la diaspora d'inverser la politique haïtienne de Donald Trump, on dirait — et pour cause —, qu'il a roulé ces derniers dans la farine. En tant que président démocrate, donc protecteur de l'image de son parti politique, il se soucie grandement

Suite en page 3

HAPPENINGS!

Can a de facto new Prime Minister resolve Haiti's multifaceted crisis?

Dr Ariel Henry, a new controversial Prime Minister

Dr Ariel Henry

It had been rumored, even aired as a scoop, that Jimmy "Barbecue" Chérizier, leader of the Federated Gangs, had proposed to de facto President Jovenel Moïse that Ariel Henry be designated Prime Minister. It's done.

On Monday, July 5, the Palace issued a communiqué announcing that the former Minister of the Interior (Homeland

Continued on page 7

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:18 AM Page 2

RALLIEMENT AUTOUR DES OBJECTIFS DE PHTK

Un nouveau Premier ministre de facto

La présidence faite sur mesure pour Laurent Lamothe; Michel Martelly accepte-t-il l'idée de se faire duper par Jovenel Moïse ?

Suite de la page 1

plusieurs partis politiques, apparemment en tant que « *socialiste*», mais sans avoir de racine dans aucun d'eux.

Aux antipodes de ses compagnons de route

Sans l'ombre d'un doute, la tâche ne sera pas facile pour M. Henry, dont les anciens compagnons de route, ceux qui font partie des différentes formations politiques auxquelles il avait appartenu, tout au long de sa carrière politique, sont aux antipodes de ses présentes options politiques. Dans la mesure où il épouse l'idéal du PHTK, il se retrouvera en train de gravir un « *mât suiffé* », surtout ces derniers jours, où l'opposition démocratique authentique (toutes tendances confondues) ont renoncé catégoriquement à toute idée d'entrer en pourparlers avec Jovenel Moïse et son équipe, encore moins d'aller aux élections avec lui aux commandes du pays.

Ministre des Affaires sociales, dans un premier temps, dans l'administration de Michel Martelly, puis titulaire de Intérieur, dans le même gouvernement, Ariel Henry se verra politiquement ostracisé par les dirigeants d'Unité (ancien parti de René Préval dont une des présentes autorités est l'ancien sénateur de la Grande Anse, Sorel Jacinthe), Fusion (Serge Gilles, Edmonde Beauzile, etc.), et Unifòs de Paul Denis, ainsi qu'une meute de formations politiques farouchement opposés à la présence de Jovenel Moïse au Palais national.

Laurent Salvador Lamothe, dans la recherche d'un bail sur le Palais national, a-t-il damé le pion à Michel Martelly ?

Michel Martelly, se laisse-t-il mettre en gare par Laurent Lamothe ?3

Ces « *amis* » sont allés très vite en besogne pour prendre leurs distances envers lui.

En effet, tout en reconnaissant que le nouveau Premier ministre est son ami personnel, Paul Denis, membre dirigeant de Unifòs, fait savoir qu'il n'existe aucun lien d'amitié avec le chef du gouvernement. Cité par le quotidien *Le Nouvelliste* (édition du 6 juillet), l'ancien ministre de la Justice Denis reconnaît qu'il a été contacté par l'intéressé pour lui faire part de sa nomination. Il dit lui avoir souligné : « *Je lui ai dit qu'accepter ce poste de Premier ministre est comme un suicide politique. Le problème c'est Jovenel Moïse. Il ne fait partie d'aucune solution* ».

Du côté de Fusion, c'est Alix Richard, qui a fait part de la position de son parti à l'égard de M. Henry. Pour lui, écrit encore *Le Nouvelliste*, « *Ariel Henry est un ami, il a accepté une tâche difficile, je ne peux que lui souhaiter bonne chance* », tout en précisant, rapporte le même quotidien, « *la Fusion n'entend pas participer à aucun gouvernement de cohabitation avec Jovenel Moïse*».

Le parti Organisation du peuple en lutte (OPL), par l'organe de son porte-parole, Danio Siriack, n'est pas plus tendre envers Ariel Henry. *Le Nouvelliste* le cite en ces termes : « *Nous sommes en mesure d'assurer la population en général que cette nomination irrégulière à la gouvernance du pays ne peut en rien modifier la ligne de conduite du parti* ».

Et M. Siriack d'ajouter, cité encore par le même organe de presse : « *L'OPL reste attaché à l'accord du 5 juin 2021 qui tient au départ de Jovenel Moïse du pouvoir, à la mise en place d'un gouvernement d'entente nationale, sans aucune cohabitation avec Jovenel Moïse issu d'une médiation politique pouvant faciliter une solution durable à la crise* ».

À son tour, l'ex-sénateur Youri Latortue, responsable du parti *Atibonit Ann Aksyon* (AAA), un gouvernement dirigé par le médecin neurologue n'a aucune chance de survie dans le présent contexte. Aussi a-t-il déclaré au *Nouvelliste* : L'équipe qu'aura mis sur pied Dr Henry est « *un gouvernement voué à l'échec. Il n'est ni constitutionnel ni consensuel... Sa mission de rétablir la sécurité, de former un gouvernement d'ouverture et de*

Suite en page 4

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:18 AM Page 3

LES HAÏTIENS SONT-ILS ROULÉS DANS LA FARINE PAR JOE BIDEN ?

D'aucuns évoquent la théorie de la « manipulation clintonienne »

L'affaire PetroCaribe et le Fonds de reconstruction d'Haïti dans la politique américaine

Suite de la page 1

de la santé politique de celui-ci. Dans ce cas, il doit se garder de faire en sorte que sa politique ne conforte une stratégie visant à mettre à mal ses patrons politiques. Dans cet ordre d'idées, d'aucuns pensent que le sauvetage immédiat du peuple haïtien est sacrifié sur l'autel des Clinton.

Bien qu'aucune enquête approfondie n'ait été encore lancée sur la dilapidation du Fonds de reconstruction d'Haïti (sigle anglais CIRH), dont l'ex-président démocrate américain, William Jefferson Clinton, et l'ancien Premier ministre de René Préval, Jean Max Bellerive, assuraient la co-présidence (sigle FRH en français ou Fonds de reconstruction d'Haïti), les observateurs persistent à lier le détournement/gaspillage du Fonds PetroCaribe au sort dont ont été victimes les milliards de dollars qui avaient été collectés auprès des pays membres des Nations Unies, sous l'égide dc celle-ci.

L'initiative lancée par le secrétaire général de l'ONU, en faveur de la reconstruction d'Haïti s'était basée sur le rapport des dégâts causés par le séisme du 12 janvier 2010, qu'avait présenté le Premier ministre Bellerive.

En effet, selon le document diffusé par la primature, en février de la même année, la dévastation était considérable, ayant affecté plusieurs villes du pays, notamment Port-au-Prince, Petit-Goâve, Léogâne, Jacmel, ainsi que d'autres communautés du sud-est. Le bilan des dégâts fait dans le rapport relève que 250 000 résidences et 30 000 immeubles commerciaux s'étaient effondrés, sinon sévèrement endommagés.

Parmi les infrastructures démolies ou endommagées ont été signalés le Palais présidentiel, la Cathédrale de Port-Prince, le Palais législatif, le ministère de l'Éducation nationale la prison principale de la capitale et bien d'autres.

Le système éducatif était aussi sévèrement affecté, en raison des dommages subis par plusieurs écoles, dont la moitié des 15 000 du pays, en sus de 1 500 immeubles logeant des institutions secondaires; aussi bien que les trois universités principales de la capitale qui ont été également sévèrement endommagées. Autres infrastructures signalées, des usines, des musées, le système téléphonique, les réseaux de radio et de communications. Sans négliger l'infrastructure routière, qui était fortement affectée rendant les déplacements à l'intérieur du pays extrêmement difficile, obligeant les voyageurs à prendre un temps infini pour se déplacer d'un point à l'autre.

De toute évidence, la visite du pays par des officiels des pays membres de l'ONU et des journalistes n'ont pas manqué de permettre à tout ce monde de corroborer ce bilan par leurs expériences individuelles sur le terrain.

USD 16 millions promis, plus de 4 milliards collectés

Point n'est besoin de dire que, face à tant de destruction, les pays invités à prendre des engagements de dons n'avaient pas lésiné sur les adhésions. Aussi un montant de USD 16 milliards $ furent promis, dont les premiers

Joe Biden, la continuation de l'oeuvre des Clinton en Haïti..

USD 4 milliards $ + avaient été décaissés comme fonds propre de la CIRH, l'entité qu'allaient

L'ex-président démocrate américain Bill Clinton

diriger conjointement Bill Clinton et Jean-Marc Bellerive.

De toute évidence, la CIRH n'était pas en reste de moyens pour s'accomplir de sa mission. Toutefois, le programme de reconstruction, qui a été mis sur pied, à l'initiative de ce duo ou bien à la suite de son approbation, après avoir obtenu l'approbation de l'ONU, est passé totalement à côté de son objectif. Très peu de constructions ont été effectuées par la CIRH qui seraient susceptibles de justifier l'appellation d'une telle institution. Le bilan des dépenses supportées par cette structure reste encore à démontrer. Toujours est-il, les témoins de ce que représentent les débours effectués sur les USD 4 milliards $ + ne sont visibles nulle part en Haïti.

Pourtant, aucune enquête n'a été évoquée pour déterminer l'usage qui a été fait de cette importante somme d'argent. Il semble que même les journalistes fouineurs, toujours prêts à se lancer dans ce genre d'entreprise, n'y trouvent d'intérêt. Il faut croire qu'il y a une main (peut-être même des mains) qui empêche (nt) une telle activité d'aller de l'avant. Il est aussi curieux que même les Nations Unies, qui étaient à l'origine de la création de la CIRH, et qui avaient, d'ailleurs, fait choix de Bille Clinton et de Jean Max Bellerive pour piloter cette organisation, se sont imposées l'inaction totale et un silence coupable.

Fonds PetroCaribe et CIRCH, « blanc bonnet et bonnet blanc » ?

Les observateurs politiques et diplomatiques croient constater une étrange similarité entre le Fonds PetroCaribe et la CIRH, en tout cas en ce qui concerne, tout au moins, la manière dont les fonds des deux ont été détournés ou volés.

Dans l'esprit de plus d'un, vu que, au moins un des décideurs de la CIRH a participé au pillage du fonds PetroCaribe et que les deux entités ont eu à peu près le même sort, dès lors, le fonds PetroCaribe et la CIRH sont «*blanc bonnet et bonnet blanc* ».

À la lumière de toutes ces considérations, les démarches lancées par divers partis et groupes politiques, pour la tenue du procès PetroCaribe rendent des secteurs politiques américains, surtout les démocrates, réellement « *inconfortables* ». Car quand viendra le moment de demander des comptes aux dilapidateurs du fonds généré par le brut vénézuélien, cette démarche ne manquera pas de soulever l'affaire de la CIRH. Jean Max Bellerive ayant été co-président de cette organisation, avec l'ex-président Clinton, il y a fort à parier que ce dernier sera invité à témoigner par rapport au mode de fonctionnement du Fonds de construction d'Haïti. Ce qui pourrait aussi bien mettre la puce à l'oreille de certaines gens qui pourraient y trouver l'occasion de récolter des dividendes politiques.

Une telle perspective inquiète on ne peut plus le personnel en résidence à la Maison-Blanche, émanation de l'équipe Clinton/Obama. Vice-président de Barack Obama, qui a maintenu la politique haïtienne inspirée par les Clinton, Joe Biden ne saurait s'engager dans aucune initiative dont la résultante serait de nature à créer les conditions de clouer ses patrons au pilori.

Cette situation s'apparente à celle qui avait été créée par le retour d'exil de Jean Bertrand Aristide derrière 20 000 soldats américains. Cette décision, prise par l'ex-président Clinton, résultait en de fortes pressions exercées sur lui par les membres du Black Caucus, le comité des législateurs afro-américain, dont plusieurs bénéficiaient d'espèces sonnantes et trébuchantes de la part du prêtre défroqué de Saint Jean Bosco.

Somme toute, les activistes haïtiens en diaspora, dont certains, encouragés par les promesses de l'équipe Biden ayant déclaré sa décision de prendre ses distances par rapport à la politique de Trump, qui croyaient fermement que le prochain Premier ministre allait sortir de leur rang, gèrent difficilement leur frustration. Cela se comprend, à voir Joe Biden, à Little Haiti, s'agenouiller publiquement pour signifier son engagement envers la communauté haïtienne, il faut s'imposer une bonne dose de retenue pour éviter de poser un geste regrettable.

À ce tournant, on devrait dire leçon bien apprise, tout en se rappelant que les politiciens sont des êtres ondoyants. Puisque tout est possible dans la quête du pouvoir.

LJ

AVIS AUX LECTEURS

Il est porté à la connaissance des lecteurs que les deux semaines de congé, qui avaient été annoncées le mois dernier, du 16 au 23 juin, sont ajournées aux dates suivantes : du 14 au 28 juillet. Les éditions de mercredi 14 et de 21 juillet ne seront pas publiées. Nous reprendrons le collier le mercredi 28 juillet.

Merci d'être à l'attente de votre journal, à la reprise de la publication.

La Direction.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:18 AM Page 4

RALLIEMENT AUTOUR DES OBJECTIFS DE PHTK

Un nouveau Premier ministre de facto

La présidence faite sur mesure pour Laurent Lamothe; Michel Martelly accepte-t-il l'idée de se faire duper par Jovenel Moïse ?

Suite de la page 2

réaliser des élections et le référendum est impossible, car la structure de ce pouvoir repose sur le banditisme d'État (...) ».

Le leader de Pitit Dessalines, quant à lui, n'a pas donné une réponse concluante au journal. Moïse Jean-Charles s'est contenté de dire qu'il n'est pas important que son parti opine sur le choix d'un Premier ministre. «*Quel que soit le nom de la personne, le résultat sera le même. Je ne vais pas opiner sur le choix d'un Premier ministre pour dire qu'il est bon ou mauvais. Ce n'est pas important pour nous autres Pitit Dessalines* ». N'ayant pas expliqué ses propos, cette réponse de M. Jean-Charles est ouverte à toutes sortes d'interprétation.

Le Nouvelliste a eu aussi l'occasion d'interroger l'avocat André Michel, le porte-parole du Secteur démocratique et populaire, qui s'est révélé catégorique. Aussi, a-t-il déclaré : « *La position du Secteur démocratique et populaire reste la même : ni négociation, ni cohabitation avec Jovenel Moïse. Nous présumons qu'aucun dirigeant responsable de l'opposition ou de la société civile n'acceptera de participer dans un gouvernement avec Jovenel Moïse* ».

De toute évidence, Ariel Henry ne trouvera pas d'interlocuteurs au sein de l'opposition démocratique, qui affiche une attitude inébranlable à l'égard de Jovenel Moïse et tous ceux qui s'imaginent pouvoir réussir là où tant d'autres se sont achoppés, son prédécesseur immédiat si piteusement.

Des observateurs, qui n'estiment pas nécessaire de s'identifier, pensent que les personnes appelées à diriger la primature avec Jovenel Moïse au Palais national trouvent toutes sortes d'arguments pour venir s'enrichir, car, pour eux, c'est la principale raison qui porte des hommes lucides à s'engager ainsi auprès du président de facto.

Mises en place pour paver la voie à la présidence de Laurent Lamothe

Dans les milieux proches de la présidence, on laisse croire que, dans l'optique d'assurer la pérennité du PHTK au pouvoir, Jovenel Moïse est parvenu à la conclusion que Laurent Salvador Lamothe serait un protecteur plus sûr que Michel Martelly, dont la candidature à la présidence serait confrontée à des obstacles politiques et judiciaires énormes. On ne sait vraiment pas si ce dernier s'est laissé convaincre de l'opposition éventuelle qui l'attend, il semble, toutefois, que les acteurs aient trouvé la formule idéale pour calmer les ambitions de l'ex-président musicien.

Les bonnes relations qui existent entre Jovenel Moïse et le second Premier ministre de Martelly ont été cultivées, surtout au fil des deux dernières années. Après avoir été tenu loin d'Haïti, en raison de ses démêlés avec la justice américaine, Lamothe, une fois libéré des « *empêchements* », passe le plus clair de son temps auprès du président de facto, jusqu'à devenir son plus influent conseiller. Il a donc profité de cette opportunité pour devenir le « *tombeur* » de Michel Martelly auprès de Moïse. Depuis plusieurs mois, c'est Lamothe qui décide de la politique générale de ce dernier.

Quant aux dernières mises en place politiques, y compris la nomination du Dr Ariel Henry, à la primature, tous les éléments sont directement liés à l'ancien Premier ministre. Puisque, quand bien même le nouveau chef a, i, de la primature serait proche de Martelly, il est aussi l'homme de Lamothe dont il a pour mission d'organiser l'élection à la présidence.

En tout cas, toutes les pièces du puzzle sont contrôlées par Laurent Lamothe. C'est Jimmy Chérizier (Barbecue), dans son avant dernière vidéo, qui avait suggéré le Dr Ariel Henry comme Premier ministre. Il était allé jusqu'à donner « *48 heures* » à Jovenel Moïse pour faire cette nomination.

Il faut se rappeler, qu'en tant que Premier ministre de Michel Martelly, Laurent Lamothe avait commandé des armes en Israël (des Galil), de concert avec l'avocat Salim Soukar, pour la Police nationale. Pourtant celle-ci n'avait point reçu ces engins, qui ont été, de préférence, distribués aux gangs armés. D'où l'origine de l'armement des bandits, qui jouissaient de relations de proximité avec M. Lamothe. Autrement dit, l'ordre donné à Jovenel Moïse pour que le Dr Henry devienne chef du gouvernement vise certainement à promouvoir la présidence du second Premier ministre de Martelly.

Nan konpayi diri, ti-wòch goute grès !

Dans le cadre des mises en place, en vue de l'exécution du projet d'élections faites sur mesure pour Laurent Lamothe, la décharge octroyée à tous les Premier ministres et ministres, qui ont été en poste, de 7 février 1991 au 7 février 2017. Une mesure prise par décret présidentiel, au bénéfice exclusif de ce dernier. En vertu du principe selon lequel « *Nan konpayi diri ti-wòch goute grès* » (« *Seuls les cailloux dans le riz ont une chance de goûter à la graisse* »), la décision de donner décharge à Lamothe s'est également étendue à toute la bande qui s'était vu tenir la dragée haute par rapport à une telle décision.

Jimmy Chérizier, dit Barbecue, aura-t-il un rôle à jouer dans le gouvernement dirigé par Ariel Henry..

Mais, l'octroi de cette décision par arrêté présidentiel, une prérogative qui incombe à la Commission bicamérale, n'a aucune force de loi. Car Lamothe sera dépouillé de ce « *pardon présidentiel* », dès qu'un Parlement prenne siège.

Par ailleurs, Laurent Lamothe et tous ses collègues ne sont pas encore sortis de l'auberge, tant que la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) n'aura pas entériné une telle décision, suite à un audit de l'administration de tous ces anciens hauts fonctionnaires de l'État.

Des préparatifs de fin de règne ?

Même dans les milieux proches de la présidence, l'idée d'un départ inattendu de Jovenel Moïse est évoquée sérieusement. Selon les tenants de cette hypothèse, toutes les dispositions annoncées, durant ces quatre dernières semaines, s'inscrivent dans la logique de cette éventualité.

Au fait, explique-t-on, parmi ces habitués du Palais, la « *décision bancale* » de donner décharge à tout ce monde s'explique par le fait que le président de facto, sur l'insistance de Lamothe, ne veut pas laisser le pouvoir sans donner à ce dernier la chance de se porter candidat à la présidence. Lamothe avait insisté auprès de lui pour dire que sa disparition sur la scène politique rendra impossible la réalisation de ce rêve, car n'ayant point confiance que les gens qui resteront sur le terrain, dans l'éventualité du départ inopiné de l'homme banane, se laisseront influencer par d'autres acteurs sur lesquels il ne peut jamais compter.

Il faut retenir que, dans la mesure où la Turquie serait l'ultime destination d'exil de Jovenel Moïse, Laurent Lamothe est très imbu du dossier. On laisse croire que c'est précisément à cause de cette possibilité qu'il a poussé à la roue pour que ce souhait devienne réalité.

Sur ces entre-faits, l'appel du Dr Ariel Henry à la tête de la primature peut ne pas avoir pour objectif les tâches énumérées par Jovenel Moïse. Car vu la manière dont les acteurs de l'opposition se dressent sur leurs ergots, face à la nomination de ce nouveau Premier ministre a.i., rien n'autorise à croire que ses membres vont tendre la main pour recevoir le rameau d'olivier que le médecin neurologue semble prêt à leur tendre. À en croire d'autres gens ayant leur entrée auprès de la présidence, le chef de l'Exécutif de facto, trouvant Claude Joseph «*pusillanime* », ne voulait pas prendre le risque d'orchestrer sa « *fuite* » du pays avec lui aux commandes de la primature.

En attendant que le scénario de sortie de Jovenel du pouvoir soit clairement exposé, il y a lieu de se demander s'il existe une quelconque relation de proximité entre Barbecue et Ariel Henry. Pourquoi celui-là avait suggéré sa candidature pour succéder à Claude Joseph ? D'autre part, faut-il accréditer la rumeur faisant du Premier ministre a.i. un parent de la mère de Jerry Chérizier ? Surtout que d'autres rumeurs présentent Barbecue comme étant le « *neveu* » du nouveau chef de la primature.

L.J.

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:18 AM Page 5

The death train in Haiti must stop

Confusion among international actors is causing more deaths in Haiti. The U.S. must take the leadership.

By Emmanuel Roy*

The somalization of Haiti has come full circle with sectarian gangs killing perceived enemies. On one side is Jimmy Chérizier, aka Barbecue, a former Haitian police officer turned gang leader, now revolutionary. On the other side are many other criminal gangs sponsored by various political fractions. Last week, 33-year-old Dieugo Charles, a well-known journalistand 32-year-old political activist Antoinette Duclair, popularly known as Netty, were savagely murdered by heavily armed men moving about on motorcycles, allegedly working for Louis Gonzague Edner Day, the minister of the Interior, equivalent to Homeland Security.

However, the national police chief, Leon Charles, said in a press conference that the killing of Duclair and Diego Charles, as well as of 15 other unidentified people was in "reaction to the assassination of Guerby Geffrard [the police officer killed Tuesday afternoon),] by his allies who concocted this morning's shootings having resulted in the death of 15 peaceful citizens."

Amid the gratuitous killings, violence, hunger and poverty, the international community is either oblivious to the reality of daily life in Haiti, confused or has not been able to come up with a workable solution among themselves.

For months, the international community has been working behind the scenes to come up with a satisfactory resolution to all parties. It has become painfully clear that they have failed the Haitian people because of lack of leadership with respect to addressing Haiti's deepening political crisis and uncontrolled violence. It seems that the international community is on free fall, with each actor yelling possible solutions at each other. How did Haiti reach such an impasse? Who should be blamed?

In January 2020, Jovenel Moïse began ruling by decree after failing to hold legislative elections in 2018 and 2019. When the Trump administration indicated that Moïse could do no wrong, the latter put in place a two-part plan designed to keep himself in power. He would revise the 1987 constitution to increase the power of the president and hold elections sometime in 2021 with him as a candidate under the new constitution.

The plan seemed to be working, with Moïse planning to hold a referendum in April of 2021. The U.S. State Department under Trump had gone along with the plan, and the United Nations as well as the Organization of American States (OAS) indicated that they would support Moïse's electoral calendar, which would be held after the referendum.

Meanwhile, two things happened: The election of Joseph Biden as president of the United States and the official incorporation of the criminal gangs in Haiti as a federation, sponsored by Jovenel Moïse. With the election of Joe Biden, the Haitian Diaspora saw an opportunity to influence U.S. policy vis-à-vis Haiti. Thus far, they have been able to push the U.S. State Department to reject Moise's constitutional referendum. The Haitian diaspora has been working with high-ranking members of Congress to push for a transition. The work of the Haitian Diaspora would be much easier if the international community would become organized.

The European Union has called for the departure of Moïse to be replaced by a transitional government to organize elections. While the United States has distanced itself from Moïse's push for the constitutional referendum, the Biden's administration has not called for Moïse's departure, creating confusion. To make matters worse, the UN Integrated Office in Haiti (BINUH) has been providing material and technical assistance to the de facto president to conduct a referendum that constitutional scholars, reputable Haitian organizations, and authoritative individual Haitians from almost all sectors have deemed unconstitutional.

As if things were not complicated enough, late last month the OAS released a report claiming that Moïse could hold elections this year if certain conditions are met. Back in December 2020, the OAS had indicated that it would support Moïse's plan for elections in 2021, even though it knew then that Moise had singularly assembled the Electoral Commission without input from other sectors, as required by the Haitian constitution. Internally, OAS Secretary General Luis Almagro and the organization's Permanent Council are divided about the scope of OAS support to Moïse's plan for elections in 2021.

Early in June, a high-level diplomatic delegation of the OAS met in Haiti with some members of the opposition and with Moïse himself. To be noted, the Haitian Diaspora fiercely opposed that meeting. Anyway, three weeks after the Haiti meeting, the OAS released its recommendations, which include the designation of a a new Prime Minister, representing a political consensus, the appointment of a new Police chief as well as a reformed Provisional Electoral Council (CEP), with new members. In addition, restoring peace and security are essential for elections to be held.

Anyone who understands the political and social dynamics on the grounds in Haiti could have told the OAS that those recommendations have no chance of being implemented because they do not take into account the true nature of the situation. In Haiti, the opposition is divided into four separate and distinct fractions with divergent goals. The only thing on which they agree is the departure of Jovenel Moïse. The other difficulty facing the OAS recommendations is that without a legislature, it is nearly impossible to appoint a new CEP as required by the Constitution.

Unofficially, the Moïse government has responded to the OAS recommendations. On Monday, June 28, before the OAS Permanent Council meeting June 30, to discuss the report of the diplomatic delegation, that was made available to Moïse in advance, the president's CEP released a calendar for elections together with referendum on September 26. Subsequently, an 83-page decree covering elections in all specific communities throughout the Republic was released. It's said that this followed its approval in a formal meeting of the cabinet.

In the process, every day that passes by without a clear policy to resolve the political problem in Haiti will make matters worse. More people will die. Meanwhile, the window of opportunity for the Biden administration to announce clear policy directives regarding Haiti is closing fast. The administration must take leadership and make it clear that the conditions required for fair, safe, inclusive and fraud free democratic elections are nonexistent. The U.S. should clearly state that election which don't meet these standards org be supported, nor recognized.

Once, that is done, the next step is to bring the internal opposition, Haitian civil society, and the diaspora to the table to form a government of consensus to take over on February 7, 2022, unless the U.S. forces Moïse out of office before that date. At this point, the de facto president is a sitting duck and there are no good reasons to engage him in any negotiations whatsoever.

There is precedence for this course of action. The Haitian constitution indicates clearly, who should take over as president when the current president is unavailable for any reason. This has happened several times in recent history. With President Jean-Bertrand Aristide, in 2004, the U.S. removed him from power and replaced him with a consensus government. However, more recently in 2015, when Michel Martelly's term of office expired, he was replaced by a consensus government, which held the elections that gave us the current *Banana Man.* The solution to Haiti's political problem is within reach, it only requires leadership and determination.

**Emmanuel Roy is Executive Director of the Haitian Diaspora Political Action Committee,*

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM–7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs.
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:18 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Si se pa gang ki gen pouvwa, di m kilès!

Peyi a tèt anba, se pa pakèt y ap touye mounn, mounn ki gen non, lòt nou pa konnen, men sa pa di swa-dizan otorite yo anyen. Sandout, paske se yo k voye fè djòb la. Men tout mounn wè pa gen sa k rele gouvènman ankò. Jouk kibò nou prale, pèsonn pa ka di. Eksepte ke mesyedam Nasyon Zini yo di, « *Eleksyon nan lane 2021 an !* » Nenpòt ki bouyi vide nan rès 6 mwa ki rete nan lane a, mwens youn semèn. Blan franse a di : « *C'est à ne rien comprendre* ».

Pandan y ap konte kadav toujou, nan jedi ki sot pase a, premye jiyè, te gen gwo manifestsyon nan Pòtoprens, pi gwo chèf gang nan, Jimmy Chérizier, wi jenneral Babekyou, devan ak gwo zam fannfwa l nan men l, ansanm ak plizyè lòt byen ame tou. Se pa ak nenpót ki ti manchèt, zam ki pa rete ak zam ! Jiska prezan pa gen okenn manda pou l parèt nan tribinaml, osnon manda arestasyon. Ministè Lajistis pa kwè gang ak zam fannfwa k ap rele « *Woy woy, fòk Jonèl ale* » reprezante youn danje. Se manchèt nan men ansyen konmisè gouvènman an yo pè.

Di m, mezanmi, èske se pa gang ki vrèman gen pouvwa ? Menm Lapolis pa ka parèt, jan yo konn debake tou pare lè se pèp la k ap manifeste. Lè konsa, se kout baton, gaz lakrimojèn san rete, menm anndan legliz, bal kawotchou, e menm bonjan ba l, jiskaske gen manifestan ki mouri. Men lè jenneral Babekyou pran lari, tout polisye disparèt. Yo di m gen ladan yo ki gentan al kache anba kabann. Epi pa bliye ke gen manda arestasyon pou Babekyou, depi mwa jiyè 2019. Mwen p ap janm pa repete sa. Non Babekytou gentan rive Wachintonn, jiskaske yo met msye nan lis ansasen ki pa fèt pou mache sou mounn. Pawòl otorite Wachintonn, men Ayiti se peyi souvren, etranje pa foure bouch nan gang lakay, ki gen zanmi opalè !

Wi, mezanmi, Babekyou gen pouvw ki pa ret ak pouvwa. Yo pa ka manyen l, Antouka, pou nou ka konprann tout sa m ap di a, m ap rekòmande nou al sou YouTube pou n jwenn deklarasyon Babekyou yo. N ap jwenn youn lòt Babekyou, ki pi chèf pase sa yo rele Jovnèl la, paske li di pèp la rantre nan manman Jovnèl, men y ap di Viv Babekyou ! Viv Ti Lapli ! Epi tout gang yo vin antann yo. Antann pou yo mache sou Jovnèl? Li di yo gen rezon, paske li menm, Babekyou, li vin pou l chanje sistèm peze souse a ki lakòz malere pa ka viv. Pawòl twò fò, machwè gonfle!

Men tout demonstrasyon Babekyou pa ka retire atansyon sou sa k pase nan madi swa pou louvri mèkredi 29-30 jen. Gen masak ki fèt nan Dèlma 32 ak nan Kriswa, nan Pòtoprens. Selon óganizasyon Rezo nasyonal pou defann dwa mounn (RNDDH an franse), se 20 mounn ki pèdi lavi yo nan sware a, ant Dèlma ak Kriswa. Men depi nan laprèmidi madi, yo te gentan ansasinen Gèbi Jefra (Guerby Geffrard), ki se pòtpawòl gwoup polisye Fantòm 509 la, ki gen sendika SPNH-17 la.

Men ansasinay ki fè plis bri a se sa yo fè jounalis Vizyon 2000 la, Dyego Chal (Diego Charles) ak Antwanèt Diklè (Antoinette Duclaire) youn jèn dam tout moun konnen pou aktivite l nan òganizasyon Matris Liberasyon, ki konn patisipe nan youn pwogram Dyego Chal genyen nan radyo Vizyon 2000 la. Se poutèt sa gen mounn ki di li se jounalis tou. Antouka, yo ponpe 7 bal nan kò Antwanèt, ki gen ti non Nèti (Netty). Yo kraze tou le 2 devan pòt lakay yo, nan zòn Kriswa. Vwala kijan ansasen kòmande pote ale youn jennonm 33 zan e youn demwazèl 32 zan.

Epi Leyon Chal (Léon Charles), direktè jeneral Polis la, ki konprann nou se youn bann egare, kouri di se patizan Gèbi Jefra ki responsab tout masak sa yo. Kijan l fè konn sa byen vit konsa. Si l te konnen yo te pral fè kou a, pouki sa li pa t deplwaye lapolis pou anpeche youn masak konsa ? Antouka, Pyè Esperans (Pierre Espérance), ki anchaj RNDDH, gen tan met youn rapò deyò sou ansasinay la. Li fè konnen se gang yo rele **Krache Dife** a, ki fè pati **Gang federe** jenneral Babekyou yo, ki fè masak madi swa-louvri sou mèkredi a. Okontrè, Mesye Esperans gentan bay non prèske tout mounn ki jwenn lanmò yo nan masak la.

Bagay yo tèlman grav, BINUH, ki se *Bureau intégré des Nations Unies en Haïti*, mete youn kominike deyò pou di sa k rive Dyego Chal ak Antwanèt Diklè a se youn **« *egzekisyon* »**, kivedi se youn krim kòmande. Lè se krim konsa, pa gen okenn ankèt ki pral fèt. Menm si yo ta kòmanse youn ankèt, se bliye sa, menm jan yo fè ak ankèt ansasinay Mèt Monferye Dòval (Montferrier Dorval) la, gwo avoka prezidan Asosyasyon avoka Pòtoprens la, ke yo te ansasinen nan dat 28 out (dawou) nan vwazinay bò kay prezidan an. Okontrè, prezidan an te di sou televizyon, se madanm ni, Matin (Martine), ki te montre l video a, 3 minit apre avoka a te mouri. Kivedi yo te vi n ba l rapò di l « *misyon akonpli* ». Men jouk kounnye a yo bloke ankèt la. Alewè pou ankèt sou masak ki fèk fèt la, menm si gouvèmam franse mande pou ankèt fèt ! Ayiti se peyi souvren, sòf lè Premye minis Klod Jozèf (Claude Joseph) ap mande charite pou 17 milyon dola nan Nasyon Zini pou l fè eleksyon.

Men lè m di nou se gang ki gen tout pouvwa epi gen mounn

Gèdi Jefra, pot parol Sendika Lapolis, youn lot viktim gang palè nasyonal yo.

ki pa kwè, m ap mande yo kijan yo eksplike sa k pase nan Ladwann Miragwán jedi ki sot pase a, wi jedi premye jiye a, pandan jenneral Babekyou t ap opere nan Pòtoprens. Enben gen youn chajman zam ki soti aletranje pou

Antwanèt Diklè, youn lot viktim bandi ame réjim Jovenèl Moyiz la.

swa-dizan otorite yo. Se chèf SONAPI, nan Pòtoprens, ki t al dedwannen zam yo, akonpaye de polisye ak gad dikò. Enben, gang fè holdòp sou direktè a. Yo dezame tout polisye, epi yo pran tout zam ak minisyon yo te sanse ap transpòte nan youn machin Prado ak youn Zo Reken. Yo pa bay non direktè SONAPI a, n ap mande si se pa Bèna Chetini (Bernard Schettini) ki te ranplase Jòj Sasin (Georges Sassine) nan mwa davril 2013.

Antouka, nou pa ka di se nan Pòtoprens ase gang yo montre pouvwa yo. Lè nou pa atann, gen de swa-dizan gwo chèf ki pral pran pi gwo souflèt toujou. Sa k pase chèf SONAPI a se kòm youn ti twòkèt, gwo chay la dèyè. Nou pa bay pèsonn bouch, men jan yo di pawò la : « *Pita pi tris !* »

Se nan sitiyasyon sa a peyi a ye, ap kannale desann nan bafon, epi men diplomat Òganizasyon Eta ameriken (OEA) ki t al an misyon ann Ayiti nan dat 8-10 jen, pandan gang te pran zòn Matisan pou yo, bloke 4 depatman edmi, men yap mande pou eleksyon fèt lane sa a. Se vre yo di fòk gen youn lòt Premye minis an plas. Fòk gen youn lòt direktè jeneral Lapolis epi youn nouvo Konsèy elekotral pwovizwa. Paske pèp ayisyen pa fè mounn sa yo konfyans. Epi kisa yo di pou Jovnèl Moyiz ? Èske pèp la fè l konfyans ? Tou sa yo di a se lave men siye

Dyego Chal, jounalis radio Vizyon 2000 younn nan viktim bandi rejim Jovnèl la.

atè. Èske yo soti pou kenbe msye kanmenm, paske se li sèl ki ka negosye ak gang yo pou yo bay sekirite pou eleksyon bouyi vide yo pwopoze a ? N ap tann repons.

Abse sou klou ! Men Nasyon Zini (ONU) vin ak kominike pa l nan jedi, apre tout masak ki fèt ann Ayiti yo pou l denonse « *vyolans* », menm vyolans ki pirèd pase senp vyolans, paske BINUH deja di se « *egzekisyon* », vyolans kòmande. Kòm yo di an franse, « *Suivez mon regard !* » Kivedi, nou tou konn kilès ki voye fè masak yo ! Epi apre moun ONU yo fin kondane vyolans, la tou yo di « *eleksyon an 2021* ». Sou lèzòd ansasen an chèf la ?

Nan tout sitiyasyon malouk n ap travèse a, menm si gen youn bann swa-dizan zanmi Ayiti ki soti pou lage l nan plis traka, nou gen lespwa pou pèp ayisyen an ki pa pou kò l nan batay l ap mennen kont bann atoufè yo. Nou te sezi wè kijan Patrik Gaspa (Patrick Gaspard), pitit Ayisyen, ki pase nan anpil gwo pozisyon Ozetazini, youn bra dwa prezidan Obama, ki te menm vin anbasadè Etazini nan peiyi Afrik di sid, ki te vin gen gwo pozisyon nan « *Open Society* », òganizasyon George Soros, youn miliadè ki fè anpil byen ak lajan l. Enben, nan jedi, premye jiyè a, Patrik Gaspa lage youn twit tou kout, men ki gen tout valè l. Li di : « *Se pou n sispann pouse eleksyon sou Ayiti de nenpòt ki fason* ». M ap bay li ann angle tou, jan l te bay li a : « *Let's stop pushing for elections at all costs in Haiti* ». Sa k bay pawòl li a tout enpòtans li genyen an, se paske se menm jou jedi a ke gwo nouvèl te tonbe ke se Patrik Gaspa ki nonmen kòm prezidan ak chèf Egzekitif « *Center for American Progress* », CAP), nan Wachintonn. CAP se youn « *think tank* », kivedi òganizasyon mounn gwo sèvo k ap reflechi sou youn bann bagay. Vwala ke *Politico*, youn piblikasyon nan Wachintonn, ki te premye met koze a deyò, di ke se « think tank» ki pi enfliyan k ap fonsyonnen nan bay Leta konsèy. Pa egzanp, 60 nan ofisyèl k ap travay nan administrasyon prezidan Joe Baydenn (Biden) nan soti nan òganizsyon sa a. M pa kwè m bezwen di plis pase sa. Men m ka di ke administrasyon Biden nan ta dwe tande youn lòt son klòch sou kesyon Ayiti a.

Men gen lòt mounn byen lwen k ap veye pou pèp ayisyen an, tankou òganizasyon sa yo ann Almay, *Brot für die Welt, Medico International ak el MISEREOR.* Yo met ansanm pou denonse sa k ap pase ann Ayiti depi youn bon bout tan. Se pa ni 2 ni 3 verite yo pa met atè pou montre ki tray peyi sa a ap pase. Yo lanse youn mesaj ke n ap bay an franse, jan yo bay li a, nou konnen lektè kreyòl nou yo ap konprann li byen. Men li **:** « *Les organisations allemandes de développent lancent un appel au gouvernement allemand et aux autres membres du Core Group pour qu'ils abandonnent immédiatement leur soutien au pouvoir illégitime de Moïse* ».

N ap site sa *Barbara Küpper* , ki pale pou *MISEREOR*, toujou an franse di : « *Haïti a besoin d'un processus politique déterminé par la population elle-même. . . . Avant que le pays puisse voter, la sécurité doit être rétablie. . . . Dans cette situation de menace massive, les électeurs ne peuvent être comme l'expression du libre arbitre. Non seulement le 'si' mais aussi 'comment' des élections sont cruciaux* ». Sa fè m sonje sa youn zanmi te konn di lè l te vle montre kijan mounn ka vrèman sòt devan youn verite ki pa bezwen twòp eksplikasyon : « *Élémentaire, mon cher Watson!* »

Enben nan sitiyasyon Ayiti ye kounnye a, se pral byen jwenn ak byen kontre. Epi jan Franse yo di a : « *À peine si les plus justes seront sauvés!* »

Nou di *Alterpresse* mèsi pou bèl travay li fè ak tèks Alman yo, jiskaske nou menm tou nou jwenn li. Bon travay ! Kenbe, pa lage !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
7 jiyè 2021

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:18 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Security,) in 2015, during the Michel Martelly presidency, indeed has been chosen to run the government. As the fifth Prime Minister of Jovenel Moïse in four-and-a-half years, Dr. Henry doesn't have to wait for Parliament approval to assume his responsibilities. Parliament is inexistent since January 13, 2020, when Moïse began ruling by decree in a so-called democratic Republic.

After the nomination was made public, Moïse tweeted: "***Ariel Henry's mission is to set up a broad-based government that will include the active forces of the nation, solve the burning problem of insecurity, and accompany the Provisional Electoral Council in organizing general elections, as well as the referendum***."

Ariel Henry, 71, is one of four listed neurosurgeons practicing in Haiti. He's well known as a member of the opposition *INITE* (Unity) Party who. at one time or the other, held the Interior portfolio as well as that of Social Affairs/ Labor, in the Michel Martelly administration. When he assumed the Interior post, Martelly was facing a crisis of confidence. At the time, Dr. Henry said, "***I will ensure that we have satisfactory elections, free, democratic and inclusive.***" *(Haiti Libre, 22/01/ 2015)* He went on to say, due to the stakes, ***"it is necessary to be prepared to deal with any eventuality, and we will work on that […] I want to give politicians, the people of Haiti, the guarantee that I will make all the efforts and sacrifices possible to fulfill to the best my mission.***"

We attempted to reach the doctor to ask how he intended to deal with the urgent matter of security because without that there's no ways of delivering any democratic election with wide participation. He didn't respond. But based on a report made available to his predecessor, Dr. Claude Joseph who, no doubt, has left it for his guidance, there are 166 gangs spread throughout the land. They have 3,000 "soldiers" under their command with as many high caliber weapons. Has Dr. Henry reached an understanding with them for security during the electoral campaign and the day of voting itself? Said to have familial links to Barbecue, Dr. Henry may have to cut a deal with him to bring the insecurity under control. After all, Barbecue did play a major role in his being nominated to the second post in the administration.

Considering that the June 8-10 special diplomatic mission of the Organization of American States (OAS) to Haiti had included in its recommendations, a new Prime Minister, it is assumed that he fits the bill. How will he go about forming a consensus government and replace the current unconstitutional Provisional Electoral Council (CEP), as recommended by the hemispheric body? Certainly, he has to follow the order of Boss Moïse who has asked to accompany the current CEP in carrying out its mission: elections and referendum together.

Does the Prime Minister really believe he can satisfactorily organize "***free, democratic and inclusive elections***" within the two-and-a-half months remaining to September 26? Does he reject the opinion of Liné Balthazar, president of the PHTK, *Bald-Headed* government, who said, "***for credible elections***," there must be "***a minimum of seven months of preparation?***"

As things stand now, the words of Paul Denis of UNIFÒS, an opposition party are as precious as gold. At the outset, addressing the public, Mr. Denis said he would like people to know that Ariel Henri has never been a member of UNIFÒS which is close to INITE. In other words, he's not joining the Moïse camp as a member of UNIFÒS. Then this: "***When Ariel told me he was tapped to be Prime Minister,"*** he writes***, "I told him that he was free to make his political choice, that he's my friend, and will always be. However, I added, I will not be the friend of Minister Ariel Henry. Moreover, I emphasized that taking this road is equivalent to political suicide.***"

To which I add: Dr. Ariel Henry has embarked on "Mission Impossible." Alternatively, would he be the "Miracle Man" that some people have been looking for, with or without Jovenel Moïse at the National Palace? It won't be a long wait for an answer.

NEWSBRIEFS –From here and there

***Haiti's de facto President Jovenel Moïse, using his undisputed power, has legalized corruption.** There's no other way to explain the decision taken Sunday evening (July 4) by Mr. Moïse to provide what is called "*décharge*" in Haiti's administrative parlance, to all ministers and Prime Ministers that have served the country from February 7, 1991 to February 7, 2017. "*Décharge,*" properly discharged of one's duty, constitutes in wiping clean the record of high government officials who were in position to handle State funds.

It is said that Moïse's decision will permit him to call on former ministers or Prime Ministers in forming his new cabinet, whether they had received a clean bill of health or not, from Parliament, which is constitutionally entitled to provide "*décharge,*" being absolved from wrongdoing. Without that sort of certificate, past ministers and Prime Ministers are barred from holding office. Several have obtained "*décharge*" but many more are in limbo.

Undoubtedly, Laurent Salvador Lamothe, the former Prime Minister in the Michel Martelly administration, has played a major role in this. As is known, he didn't obtain *"décharge"* for his work, having been the longest serving Prime Minister, from 2012 to 2014. To be noted, Lamothe appears among the top embezzlers of the PetroCaribe Fund. Now, he'll probably be Jovenel Moïse's favorite to replace him as president in the announced September 26 elections. The move by the de facto president aims at undercutting any trial to recuperate the more than $4 billion that disappeared from the PetroCaribe Fund,

Dr Pierre Réginal Boulos

most of it under Lamothe's watch

There's no doubt that Lamothe is gunning for Haiti's presidency. On June 15, he released his book ***"The Hands of the Prime Minister,"*** with a glowing introduction by Sean Penn, who presents Lamothe as a servant of the people. Read this

Barbara Kûepper

quote of Lamothe in the introduction of the Hollywood actor: ***"My government's top priority was to serve these vulnerable citizens who have always been forgotten by traditional politicians and the political class."*** Really! So concerned was he that he didn't even build one hospital with the billions of the petrodollars from Venezuela. Without properly equipped hospitals and inexistent in some parts of the country, hospital shortage is a major problem at this point in Haiti where COVID-19 is causing havoc.

I will never tire on pointing to the world-renowned Mirebalais Hospital, built in 2013, by "Partners in Health" (*Zanmi Lasante* in Creole) which cost $17 million. At that rate, Lamothe and those of his ilk could have built one hospital in each of Haiti's 10 departments. The cost would have been $170 million, only 4% of the money they embezzled and wasted. The record exists about Laurent Lamothe's 234 projects from PetroCaribe Fund, including the 25 soccer stadiums that have disappeared in thin air.

The *"décharge"*of Jovenel Moïse won't stand, unless he manages to make good on his project to monopolize power for him and the PHTK for the next 50 years, as one of his first of his five Prime Ministers, Jack Guy Lafontant, stated. Anyway, decrees will be undone by other decrees when Petrochallengers of all kinds finally manage to have their way.

***A carnage perpetrated in Haiti's capital on June 29-30 will haunt the regime for a long time.** More than 20 people were killed at Delmas 32 and the Christ Roi neighborhood of Port-au-Prince by heavily armed bandits mounted on motorcycles. Of those killed, journalist Diego Charles, of radio Vision 2000, and social activist Antoinette Duclaire, nicknamed Netty, of have become a cause célèbre.

In memory of the 33-year-old Diego Charles, Vision 2000 stopped broadcasting news from July 1st to the 4th. And there's an outcry, with journalists from all sectors calling for a real investigation leading to the perpetrators and the bosses behind them. As for Netty, she has become a martyr, eliciting allegiance from all quarters, especially the younger crowd. They even talk about erecting a statue in her memory. In death she sparks a movement that's small like a religion.

Though some people criticized interim Prime Minister Claude Joseph, for the "crocodile tears" he shed during a press conference on Thursday, July 1st, while discussing the murders, it is worth mentioning that he seemed genuine in saying ***"she was my friend, even more than my friend, she was a sister."*** A week earlier, he said, his voice aching, she was at his place and had introduced him to Diego Charles. They didn't share the same political ideology, he said, ***"but that didn't hinder us from being good friends."***

Whatever one's view of Claude Joseph, that performance was genuine and may have caused Big Boss Jovenel Moïse to hasten his departure from the office of the Prime Minister. Three days later, on, the 4th of July, he turned in the keys of his office. He no longer will have the many chauffeurs ready at his beck and call. On Monday, July 5, his replacement was named, as mentioned above. Will Claude Joseph remain as Minister of Foreign Affairs and of Religion which he continued to hold, while he was interim Prime Minister? What about the investigation he promised, to get to the perpetrators who should be punished? Stay tuned.

***An arrest warrant has been issued against Dr. Pierre Réginald Boulos, eminent businessperson and a declared opponent of the regime.** It started with an invitation of the ULCC, the State anti-corruption agency, to Dr. Boulos regarding a loan of ONA to Real Business Investment, one of Dr. Boulos's companies. By the way, ONA is the State's National Insurance agency for the Aged, a sort of Social Security agency. There were rumors that the ULCC had discovered some corruption with State funds that should be investigated. However, even before hearing from Dr. Boulos, certain bank accounts connected to him were frozen.

The day before he was to appear at ULCC, Dr. Boulos's lawyers sent a letter in his behalf to the agency, outlining reasons, among them insecurity, making it impossible for him to appear, as requested. Within 24 hours, ULCC' director general, Hans Jacques Ludwig Joseph, issued an order for the arrest of Dr. Boulos, who should be brought under escort to the office. He also ordered that the photo of the order against the businessman and his photo be plastered in all State offices throughout the country. Fortunately, Dr. Boulos was already out of the country.

Reginald Boulos has since issued a statement calling the government action "political persecution against its conceived enemies." Indeed, a list of benefiters of ONA loans is now circulating on social media, with the names of seven bigwigs close to the government with the amount of their loans and their due dates. And this caption underneath: ***"Let us undertake the full trial."***

***Heavy cost in life lost from the blocking of Highway 2 for more than two months by gangs in the Martissant area, south of Haiti's capital.** We won't tire in saying the first duty of government is the protection of life and property. On that score, those ruling in Haiti should resign for not doing the task for which they are grabbing millions, on top of their exorbitant salaries!

To the point, a six-sitter, one engine plane went down Friday, July 2, in the Léogâne region, south of Port-au-Prince, killing all six on board, including two American missionaries. They didn't make it to Jacmel, in the southeast, a flight that would have taken about 15 minutes. They were part of another group that had left earlier that day, also in a small plane, with six passengers, including the children of one of the men who died in the crash.

Usually, they would have driven to Jacmel over the "Route de l'amitié" (Friendship Road). But they must cross Martissant before reaching that road. Considering the gangs control Martissant, the travelers decided to make it by plane to Jacmel. And they paid the ultimate price.

No information was available on reasons for the plane crash. But the repercussions will be long lasting, especially for those children who were waiting for the father, who's forever gone.

***À bord d'une ambulance, lundi, 5 juillet, vers 5 h pm, une infirmière, Lorna RoseVirgile Fils-Aimé, a trouvé la mort, sous les balles des gangs de Martissant. Nous n'avions reçu que ce message, sans d'autres précisions. Les assassins au pouvoir sont responsables de cette tuerie sans fin. Merci PHTK! Mais trop c'est trop.**

RAJ, 7 July 2021, at *raljo31@yahoo.com*

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:18 AM Page 8

Bonjou rezidan New York, èske nou te konnen IDNYC a kapab ekspire?

Renouvle kat nou an anliy pou nou kapab kontinye benefisye tout avantaj IDNYC yo, tankou rabè sou preskripsyon, pwovizyon, sante ak fitnès, elatriye!

id NYC

NYC.GOV/IDNYC

FÈ LI YOUN POU LÒT
PRAN VAKSEN AN!

Vaksen kont COVID-19 yo san danje, yo bay rezilta e yo gratis.

POU KONNEN KI KOTE OU KAPAB PRAN VAKSEN KONT COVID-19 OU A:

- Rele 877-829-4692
- Ale sou nyc.gov/vaccinefinder
- Ale sou nyc.gov/vcc pou yon lis kote k ap ofri vaksen yo san randevou
- Ranpli fòmilè an sou nyc.gov/homebound si ou pa ka kite lakay ou ditou e ou vle pran yon vaksen kont COVID-19 lakay ou

Gen transpò gratis ki disponib.

Yo pran swen ou, kounye a pran vaksen an ansanm pou ou kapab pran swen yo!

NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health

Bill de Blasio
Majistra

Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm Komisyon

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:19 AM Page 9

MEDICAID DIJANS
PWOTEKSYON LOKATÈ
ÈD POU MANJE
SIPÒ.
TÈS, VAKSEN AK SWEN POU COVID-1
SAN KRENT.
ÈD JIRIDIK GRATIS
Tout moun New York kapab jwenn swen medikal ak sèvis sosyal, kèlkeswa estati imigrasyon yo, kapasite yo pou peye, oswa estati anplwa yo.
W ap jwenn plis enfòmasyon nan nyc.gov/immigrants oswa rele 311.
Ou gen kesyon sou imigrasyon ak itilizasyon avantaj piblik? Rele ActionNYC nan 1-800-354-0365 pou pran kontak avèk èd jiridik gratis ak konfidansyèl Vil la finanse pou imigrasyon.
NYC
Bill de Blasio
Majistra

MASQUES HAITIENS
EN GROS ET EN DETAIL
TO ORDER, CALL (516) 859-4106
DISPOSABLE AND WASHABLE
MASKS
FOR SALE
WE WELCOME
WOLESALE AND RETAIL
WE SPEAK ENGLISH SPANISH, FRENCH AND CREOLE
CELL: (516) 859-4106
CALL US: (718) 400-8463
VIVE HAITI CHERIE
VISITEZ-NOUS A: PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423
(Bet 190 and 191 Streets)

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:19 AM Page 10

ÉDITORIAL

Les fusillades du 29 au 30 juin, comment justifier l'appui à Jovenel Moïse ?

Si la majorité des citoyens haïtiens continuait à supporter le régime PHTKiste dirigé par Jovenel Moïse, on serait en droit de condamner la société haïtienne. Heureusement que seulement une faible minorité de jouisseurs en mal de s'enrichir persiste à soutenir le président de facto, dans toutes ses dérives, il y a encore lieu de se féliciter que l'anathème soit jeté uniquement sur cette frange de sauvages, d'antisociaux et de criminels, dont est composée la famille politique du président de facto. Cela dit, passons de la parole aux actes : arrêter la machine criminelle qui détruit les vies, les institutions du pays ainsi que les biens.

Les nombreuses dérives financières et criminelles de Jovenel Moïse, tout au long de sa présidence constitutionnelle, ont mobilisé des milliers de manifestants dans les rues criant haut et fort qu'il parte, dans l'immédiat et sans condition. Voyant le nombre des protestataires atteindre les millions, à travers le pays, n'a pourtant pas entraîné un changement de sa politique globalement délétère, alors que cela aurait suscité de nouvelles attitudes chez un citoyen doté d'une conscience authentiquement patriote. Bien au contraire, il continue d'afficher les mêmes tendances, voire encore plus scélérates, même après l'expiration de son mandat constitutionnel, le 7 février dernier.

En effet, la nation assiste, impuissante, à l'escalade de la violence, depuis des mois, avec l'intensification des kidnappings, des assassinats commandités par le pouvoir, ainsi que les braquages, en sus des descentes meurtrières de bandits armés liés au « G-9 en famille et alliés », dans les quartiers populaires de Bel Air, de Cité Soleil, de La Saline, ou encore de Delmas 2, 3 et 4, ainsi que d'autres crimes contre les familles, faisant des dizaines de victimes, occasionnant la destruction par le feu de nombreuses résidences, jetant aussi sur le pavé des centaines de gens à grossir le monde des sans-abris. Ces scènes de violence se donnant libre cours, surtout à la capitale, ont connu une montée en puissance, à la faveur des affrontements intergangs armés, d'abord, dans les quartiers de Gran Ravin et de Ti-Bwa, au sud de la capitale. Ce qui a pris l'allure d'une véritable guerre entre les bandits armés faisant la loi, dans ces quartiers, occasionnant la mort d'innocentes personnes ainsi que parmi les criminels eux-mêmes.

Ces conflits ont également donné lieu à l'incendie et le pillage de maisons, dont les propriétaires ont dû trouver refuge chez des parents, tandis que d'autres ont quitté ces lieux pour se faire loger chez des familles en province. Cette guerre des gangs a provoqué une crise humanitaire inouïe ayant causé la fuite de leurs résidences de milliers de personnes, dont au moins 10 000, en l'espace d'une semaine, se sont installées au Centre sportif de Carrefour, dans la promiscuité totale. Ces personnes ont passé plus de trois semaines dans cette situation avant de bénéficier d'une assistance quasiment symbolique des autorités, agissant suite à l'exhortation des représentants des Nations Unies, en Haïti.

Cette crise humanitaire affecte aussi bien les déplacés de Bel Air et de bas Delmas, également victimes des hommes de Jimmy Chérizier, appelé Barbecue, attaquant sans merci ces familles également rendues sinistrées par les bandits, agissant de concert avec la Police, sinon avec sa complicité.

La violence des gangs fédérés, sous le leadership de Barbecue, allié de Jovenel Moïse et de ses proches collaborateurs ayant armé ces criminels, leur fournissant munitions et argent, s'intensifie dans presque tous les quartiers de Port-au-Prince, particulièrement dans les zones dits de non-droit. Une stratégie mise en place par le pouvoir pour créer une atmosphère de terreur propice au maintien du président de facto au Palais national, car voulant avoir les possibilités de maintenir PHTK aux commandes du pays, pour les cinquante prochaines années, comme l'avait d'ailleurs proclamé le Premier ministre originel de Moïse, le Dr Jack Guy Lafontant.

En clair, par le biais de sa milice personnelle, formée de malfrats armés, Jovenel Moïse a mis en branle la machine de la mort dont la dernière action a pris la forme d'une tuerie massive, dans la nuit du 29 au 30 juin. Les fusillades qui ont été perpétrées dans les quartiers de Christ-Roi et de Delmas ont enlevé la vie à plus de 23 personnes, dont Diego Charles, 33 ans, journaliste à Radio Vision 2000, et Marie Antoinette Duclaire, 32 ans, activiste politique et porte-parole de « Matris Lierasyon », une structure de l'opposition.

Imaginer une ville, qui n'est pas en guerre, dont les citoyens se réveillant le matin pour trouver 23 de leurs concitoyens morts assassinés, leurs cadavres laissés sur les trottoirs, victimes des sbires du gouvernement, et dont le président de facto a la responsabilité constitutionnelle de protéger les vies et les biens. Pourtant ces crimes gratuits et délibérés n'ont pas provoqué la mobilisation immédiate des forces de l'ordre pour trouver les coupables et les livrer à la justice. De tels actes criminels, devenus monnaie courante, car commandités par les dirigeants eux-mêmes, ces deniers ont affiché une attitude nonchalante à l'égard de ces meurtres, qui risquent de passer comme une lettre à la poste, à l'instar de tant d'autres avant eux.

Certes, on en veut pour exemples l'assassinat de Me Monferrier Dorval, bâtonnier de l'ordre des avocats abattu, devant sa résidence, à Pèlerin 5, à un coup de pistolet de la maison privée du président de facto, le 28 août de l'an dernier. L'enquête lancée en vue d'identifier l'auteur de ce crime piétiné, bloquée par le président de facto. D'autres crimes perpétrés aussi l'année dernière, connaissent le même sort. Il s'agit de ceux de Farah Martine Lhérisson et de son copain, l'ingénieur Lavoisier Lamothe et d'une troisième personne dont le cadavre a été trouvé à la barrière d'entrée de leur maison. On peut citer aussi le meurtre d'un haut cadre de la Banque centrale d'Haïti, Norvella Bellamy, avec la mère de son enfant. Les enquêtes sur ces cas, soi-disant ordonnées séparément, ont, jusqu'ici, débouché sur le néant. Point n'est besoin de les énumérer tous. En tout cas, voilà le sort réservé aux enquêtes sur les crimes d'État.

À la lumière des prises de position suscitées par le double assassinat du journaliste et de l'activiste politique, ainsi que les quelque 15 meurtres perpétrés, à Delmas 32, les réseaux sociaux, notamment *WhatsApp*, sont restés enflammés quasi en permanence, ces crimes ayant provoqué la réprobation générale. Si Jovenel Moïse et son équipe, après tout ce qu'ils ont fait au peuple haïtien, osaient encore compter sur quelques sympathies éparses, suite aux assassinats du 29 au 30 juin, le sentiment de révolte qu'ils suscitent prend une allure presque universelle. C'est, d'ailleurs, dans cette optique que des hommages sublimes sont rendus à ces deux victimes, qui passent pour des « *héros de la démocratie* ». On ne finira pas de compter sur *WhatsApp* les messages de ce genre dédiés à Diego et Antoinette, venus tant d'Haïti que de la diaspora. Mais personne n'a osé cracher sur leur mémoire. Une preuve irréfutable que ces forfaits odieux bouleversent la conscience collective du peuple haïtien.

Ces derniers crimes devraient être considérés comme la dernière goutte d'eau qui fait déborder le vase. Franchement, qui ose désormais appuyer Jovenel Moïse, président de facto, au Palais national ? Après avoir essuyé les crimes de toutes natures, qui jalonnent la présidence de Jovenel Moïse, aujourd'hui se retrouvant sans mandat constitutionnel, alors qu'il s'acharne encore davantage dans ses dérives, il ne reste plus qu'à le culbuter hors de la Maison du peuple. Ici, à *Haïti-Observateur*, nous n'avons jamais cessé d'évoquer ce jugement. Voici arrivé le moment de passer de la parole aux actes.

De toute évidence, « *se nan do pèp ayisyen an klou Jovnèl Moyiz la ye* » (*c'est dans le dos du peuple haïtien que se trouve planté le clou Jovenel Moïse*). Ce ne sont ni les Américains, ni la communauté internationale, encore moins l'ONU ou l'OEA, qui en souffrent. Si l'international entre en consultation avec les parties prenantes haïtiennes, en vue du départ, immédiat et sans condition, de Jovenel Moïse, il est le bienvenu. Dans le cas contraire, qu'il porte ses espérances ailleurs. Voilà ce qui importe maintenant et qui doit motiver nos actions !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
CANADA
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
ÉTATS-UNIS
AFRIQUE ET ASIE
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville
State/État
Zip Code/Code Régional
Country/Pays

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:19 AM Page 11

EDITORIAL

The June 29-30 shootings, how to justify the support for Jovenel Moïse?

If a large majority of Haitian citizens were to continue supporting the PHTK, *Bald Headed*, regime led by Jovenel Moïse, one would be entitled to condemn Haitian society. Fortunately, only a small minority of profiteers persist in supporting the de facto president implicated in all sorts of abuses. They should be anathema, belonging, as they are, to this fringe of savages and anti-social criminals who surround the political family of the de facto president. That said, it is time to go from words to action: We must stop the criminal machine which is destroying lives, on top of property, as well as the country's institutions.

Due to Jovenel Moïse's numerous financial and criminal abuses throughout his constitutional presidency, thousands of protesters have been mobilized and have taken to the streets shouting loudly and clearly demanding his immediate resignation, without condition But the millions of protesters across the country mean nothing to him. In no way, has he changed his disastrous policies. Were he a true patriot, he would have had a change of attitude. On the contrary, he continues to display the same, even more nefarious, tendencies, notwithstanding the expiration of his constitutional mandate last February 7.

Helplessly, for months, the nation has been watching the escalation of violence, with the intensification of kidnappings, government-sponsored assassinations, and robberies, in addition to the murderous raids by armed bandits linked to the "G-9 Family and Allies," in the poorer neighborhoods of Bel Air, Cité Soleil, La Saline, or Delmas 2, 3 and 4. Criminals have had a field day, attacking families, setting fire to their homes, causing dozens of victims, and making thousands homeless overnight. These scenes of violence, especially in the capital, have increased in intensity, the result of clashes between armed gangs, first in the neighborhoods of Gran Ravin and Ti-Bwa, south of the capital. It is like real war between the armed bandits who rule in these neighborhoods, causing death of the innocent and also of combatants.

These conflicts have also led to the burning and looting of houses, whose owners have had to seek refuge with relatives in other parts of the city, if not with families in regions of the country not touched by the mayhem. This gang war has caused an unprecedented humanitarian crisis that has caused thousands of people to flee their homes. For example, 10,000 displaced in the Martissant neighborhood, south of the capital, have found shelter in the Carrefour Sports Center, living in indecent promiscuity. These people were in this wretched condition for three weeks before they received some symbolic assistance from the authorities, who acted only when they were excoriated by the United Nations representatives in Haiti.

On another front, this humanitarian crisis affects the displaced people of Bel Air and Bas Delmas, who are victimized by the bandits under the command of Jimmy Chérizier, aka Barbecue. They mercilessly attack the families, who also have been made homeless by the bandits, acting in concert with the police, if not with their complicity.

Oddly, the violent self-styled "Federated Gangs," are under the leadership of Barbecue, who is an ally of Jovenel Moïse and his close collaborators who have armed these criminals, regularly providing them ammunition and money. With such help, one can understand the intensification of the violence in almost all the poverty-stricken neighborhoods of Port-au-Prince, particularly in the so-called no man's zones. But it's a strategy of the government to create an atmosphere of terror, discouraging would-be protestors and allowing the de facto president to enjoy his overstay at the National Palace, until he can turn the place over to one of his choosing. After all, they intend to keep PHTK at the helm of the country for the next fifty years, as Jovenel Moïse's original Prime Minister Dr. Jack Guy Lafontant, had proclaimed.

Clearly, through his personal militia, composed of armed thugs, Jovenel Moïse has set in motion the machine of death, with their latest action being the mass killing, on the night of June 29-30. The shootings that took place in the neighborhoods of Christ-Roi and Delmas took the lives of more than 23 people, including Diego Charles, 33 years old, a journalist at Radio Vision 2000, and Marie Antoinette Duclaire, 32 years old, a political activist and spokesperson for "Matris Liberasyon,"(Matrix of Liberation,) an opposition organization.

Imagine a city, not at war, with its citizens waking up in the morning to find 23 of their fellow citizens murdered, their corpses left on the sidewalks, all victims of henchmen in the pay of government. Yet, the de facto president's constitutional responsibility is protection of life and property. Unbelievably, these wanton and deliberate crimes did not provoke the immediate mobilization of law enforcement to find the culprits and bring them to justice. Such criminal acts have become commonplace because they are sponsored by the leaders themselves. Thus, the nonchalant attitude toward these murders, which are likely to be forgotten, not unlike so many others before.

Think of the assassination of Monferrier Dorval, Esq, the president of Por-au-Prince's Bar Association, who was shot in front of his residence in Pèlerin 5, a stone's throw from the de facto president's private residence, last year, on August 28. The investigation launched to identify the perpetrator of this crime is stalled, blocked by the de facto president. Other crimes perpetrated late last year have suffered the same fate. Consider what happened to Farah Martine Lhérisson and her boyfriend, engineer Lavoisier Lamothe, and of a third person whose body was found at the entrance gate of their house. To be cited also is the murder of a senior executive of the Central Bank of Haiti, Norvella Bellamy, along with the mother of his child. The investigations into these cases, supposedly ordered separately, have so far resulted in nothing. No need dwelling on all of them, for we would have run of space if we were to cite how many investigations into State sponsored crimes have met the same fate.

There has been an outcry regarding the double murder of the journalist and the political activist, as well as of the 15 murders perpetrated in Delmas 32. The social networks, including WhatsApp, have been remained constantly on this latest issue of crime on command, giving it

wide publicity. Indeed, there is general disapproval. After all the evilness done to the Haitian people, if Jovenel Moïse and his team think they can still count on some sympathizers, they can forget it, especially following the June 29-30 murders. The feeling of revolt is in the air and it is rather universal. Consider the sublime tributes that are paid to these two victims, who are considered "heroes of democracy". There's no counting on WhatsApp the messages of this kind dedicated to Diego and Antoinette, coming from Haiti as well as from the diaspora. Not an iota of negativity is mentioned about them. An irrefutable proof that these heinous crimes are shaking the collective conscience of the Haitian people.

These latest crimes should be considered as the last straw that breaks the camel's back. Frankly, who would dare to still support the de facto Jovenel Moïse? His place is not at the National Palace. We have suffered from all kinds of crimes during Jovenel Moïse's presidency. Today, though deprived of a constitutional mandate, he is still going on with his excesses. There is nothing left to do but to throw him out of the House of the People. Here at Haiti-Observateur, we have never wavered from this stand. Now it is time to move from words to action.

Clearly, "*se nan do pèp ayisyen an klou Jovnèl Moyiz la ye*" (Jovenel Moïse is a sore planted on the backs of the Haitian people.) It is not the Americans, nor the international community, let alone the UN or the OAS that are suffering. If the international community enters into consultation with Haitian stakeholders to discuss the immediate and unconditional departure of Jovenel Moïse, that will be welcome. If not, let him take his hopes elsewhere. This is what matters now, and which must motivate our actions!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Serre Village
Kenscoff, Haïti
Tel: (509) 3743-1987 ou
(509) 223-5785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-1434
17 Haïti Rue Clémenceau
1201 S Jacques Cartier
Montréal H3H 1L7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. Un réseau doit s'adresser à Jean Claude Widmann
13 bis Avenue Hoche, 8e étage, M
75381 Cedex 08 Paris 17, Genève France
Tel: (33-1) 45 63 28 18

ÉTAT-UNIS
1 an: 50 $
☐ 6 mois: 30 $ US pour envoi par avion
☐ 90 jours: 15 $ US pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 350.00 FF pour six (6) mois
☐ 700.00 FF pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1 an: 60 $
☐ 70.00 US pour six (6) mois
☐ 140.00 US pour un (1) an

EUROPE
☐ 70 EUROS pour six (6) mois
☐ 120 EUROS pour un (1) an
Mettre chaque numéro à la poste française

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville _____ State/Etat _____
Zip Code/Code Postal _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:19 AM Page 12

Il faut stopper le train de la mort en Haïti

La confusion au sein des acteurs internationaux entraîne de nouveaux décès en Haïti. Les États-Unis doivent assumer le rôle le leadership.

Par Emmanuel Roy*

La somalisation d'Haïti a bouclé la boucle avec des gangs sectaires qui tuent leurs ennemis présumés. D'un côté, il y a Jimmy Chérizier, alias Barbecue, un ancien policier haïtien devenu chef de gang, aujourd'hui révolutionnaire autoproclamé. De l'autre côté, se trouvent de nombreux autres gangs criminels parrainés par diverses secteurs politiques. La semaine dernière, Diego Charles, 33 ans, journaliste bien connu, et Antoinette Duclaire, 32 ans, militante politique, connue sous le sobriquet Netty, ont été sauvagement assassinés par des hommes lourdement armés à moto, qui seraient à la solde de Louis Gonzague Edner Day, le ministre de l'Intérieur, équivalent de la Sécurité intérieure.

Cependant, le chef de la Police nationale, Léon Charles, a déclaré, lors d'une conférence de presse, que le meurtre de Duclaire et de Diego Charles, ainsi que de 15 autres personnes non identifiées était en « *réaction à l'assassinat de Guerby Geffrard [le policier tué mardi après-midi], par ses alliés qui ont concocté la fusillade de ce matin ayant entraîné la mort de 15 paisibles citoyens* ».

Face à ces tueries gratuites, de la violence, de la faim et de la pauvreté, la communauté internationale est soit inconsciente de la réalité de la vie quotidienne, en Haïti, soit confuse ou encore incapable de trouver une solution viable entre elles à ces problèmes.

Pendant des mois, la communauté internationale a œuvré dans les coulisses, en vue de trouver une issue satisfaisante à toutes les parties. Il est devenu douloureusement clair qu'elle a laissé tomber le peuple haïtien, en raison de son manque de leadership dans la résolution de la crise politique et de la violence incontrôlée qui ne cesse de s'aggraver dans ce pays. Il semble que la communauté internationale soit à court d'option, chaque acteur se criant des solutions possibles. Comment Haïti a-t-il pu se retrouver dans une telle impasse ? À qui la faute ?

Rappelons qu'en janvier 2020, Jovenel Moïse a commencé à gouverner par décret, après avoir failli d'organiser des élections législatives, en 2018 et 2019. Lorsque l'administration Trump a indiqué que Moïse ne pouvait pas faire de mal, ce dernier a mis en place un plan en deux parties destiné pour se maintenir au pouvoir. Il réviserait la constitution de 1987 pour augmenter les pouvoirs du président et organiserait des élections au cours de l'année 2021 avec lui comme candidat, dans le cadre de la nouvelle constitution.

Le plan semble fonctionner, puisque Moïse prévoirait d'organiser un référendum, en avril 2021. Le Département d'État américain, sous l'administration Trump, avait suivi le plan, et les Nations Unies, ainsi que l'Organisation des États américains (OEA) ont indiqué qu'elles soutiendraient le calendrier électoral de Moïse, qui se tiendrait après le référendum.

Entre-temps, deux événements se sont produits : L'élection de Joseph Biden à la présidence des États-Unis et l'incorporation officielle des gangs criminels en Haïti en tant que fédération, parrainée par Jovenel Moïse. Avec l'élection de Joe Biden, la diaspora haïtienne a vu une opportunité d'influencer la politique américaine vis-à-vis d'Haïti. Jusqu'à présent, ils ont réussi à pousser le Département d'État américain à rejeter le référendum constitutionnel de Moïse. La diaspora haïtienne a travaillé avec des membres de haut rang du Congrès pour faire pression en faveur d'une transition. Le travail de la diaspora haïtienne serait beaucoup plus facile si la communauté internationale s'organisait.

De son côté, l'Union européenne (EU) a demandé le départ de Moïse, qui doit être succédé par un gouvernement de transition chargé d'organiser des élections. Alors que les États-Unis ont pris leurs distances par rapport à la tenue du référendum constitutionnel de Moïse, l'administration Biden n'a pas appelé au départ de Moïse, ce qui crée la confusion. Pour combe d'aggravation de la situation, le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) a fourni une assistance matérielle et technique au président de facto pour qu'il organise un référendum que des constitutionnalistes, des organisations haïtiennes réputées et des Haïtiens faisant autorité dans presque tous les secteurs ont jugé inconstitutionnel.

Comme si les choses n'étaient pas suffisamment compliquées, à la fin du mois dernier, l'OEA a publié un rapport affirmant que Moïse pourrait organiser des élections cette année, si certaines conditions sont remplies. En décembre 2020, cette même organisation avait indiqué qu'elle soutiendrait le plan de Moïse pour des élections en 2021, tout en sachant que Moïse avait singulièrement choisi les membres de la Commission électorale sans aucune contribution d'autres secteurs, comme l'exige la Constitution haïtienne. Il faut attirer l'attention sur le fait que, le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, et le Conseil permanent de l'organisation sont divisés quant à la portée du soutien de l'Organisme régional au plan de Moïse pour les élections de 2021.

Début juin, une délégation diplomatique de haut niveau de l'OEA a rencontré, en Haïti, certains membres de l'opposition et Moïse lui-même. Il convient de signaler que la diaspora haïtienne s'est farouchement opposée à cette rencontre. Quoi qu'il en soit, trois semaines après la rencontre de ses représentants avec des acteurs haïtiens, l'OEA a publié ses recommandations, qui comprennent la désignation d'un nouveau Premier ministre, issu d'un consensus politique, la nomination d'un nouveau chef de Police, ainsi que la création d'un Conseil électoral provisoire (CEP) réformé, avec de nouveaux membres. En sus du rétablissement de la paix et de la sécurité conditions essentielles à la tenue d'élections.

En clair, Toute personne ayant une bonne compréhension de la dynamique politique et sociale sur le terrain, en Haïti, aurait pu dire à l'OEA que ces recommandations n'ont aucune chance d'être mises en œuvre, car elles ne tiennent pas compte de la véritable nature de la situation. Puisque, dans ce pays, l'opposition est divisée en quatre fractions séparées et distinctes ayant des objectifs divergents. Le seul point sur lequel ces parties sont d'accord est le départ de Jovenel Moïse. Mais les recommandations de l'OEA sont confrontées à une autre difficultés : L'absence d'une assemblée législative. D'où, l'impossibilité quasi impossible de nommer un nouveau CEP, selon le vœu de la Constitution.

Officieusement, le gouvernement Moïse a répondu aux recommandations de l'OEA. Le lundi 28 juin, avant la réunion du Conseil permanent de l'OEA, le 30 juin, pour discuter du rapport de la délégation diplomatique, qui a été mis à la disposition de Moïse à l'avance, le CEP du président a publié un calendrier électoral avec un référendum fixé à la même date, le 26 septembre. Par la suite, un décret de 83 pages couvrant les élections dans toutes les communautés spécifiques de la République a été publié. On prétend cette publication a reçu son approbation lors d'une réunion du Conseil ministériel.

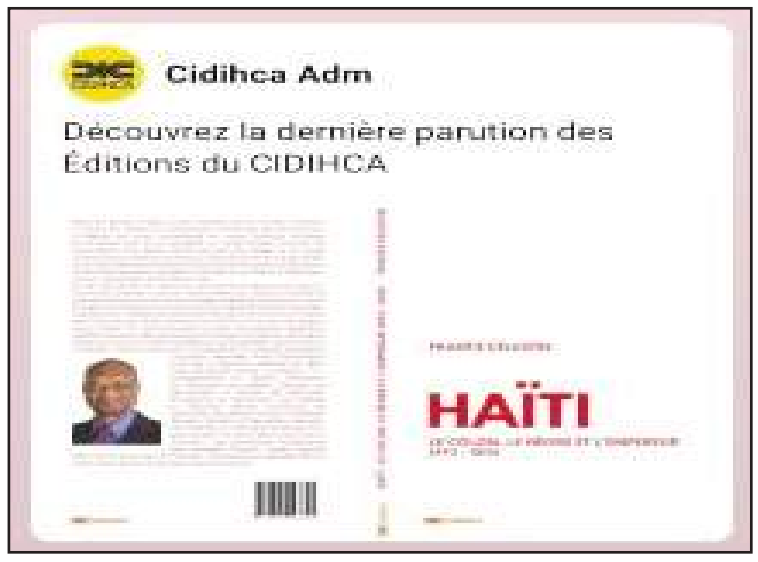
En attendant, chaque jour qui passe sans une politique visant la résolution de la crise sociopolitique, en Haïti, ne fera qu'aggraver la situation. Davantage de personnes vont mourir, et la fenêtre d'opportunité offerte à l'administration Biden d'annoncer des directives politiques claires concernant Haïti se ferme rapidement. Celle-ci doit faire preuve le leadership et dire clairement que les conditions requises pour des élections démocratiques équitables, sûres, inclusives et sans fraude sont présentement inexistantes. Les États-Unis ont pour obligation doivent exprimer distinctement sa position par rapport à des élections qui ne répondent pas à ces normes, et qui ne seront ni soutenues, ni reconnues.

Suite à l'expression de telle politique, l'étape suivante consiste à réunir l'opposition interne, la société civile haïtienne et la diaspora autour de la table, en vue de former un gouvernement de consensus qui prendra le pouvoir le 7 février 2022, à moins que les États-Unis ne forcent Moïse à quitter le pouvoir avant cette date. À ce tournant, le président de facto est un canard boiteux, et il n'y a aucune raison valable de l'engager dans quelque négociation que ce soit.

Pourtant, il existe un précédent à cette stratégie. La Constitution haïtienne indique clairement qui doit prendre charge de la présidence lorsque le chef de l'Exécutif est devenu indisponible, pour une raison quelconque. Cela s'est produit à plusieurs reprises dans l'histoire récente d'Haïti. Avec le président Jean-Bertrand Aristide, en 2004, il a été écarté du pouvoir et remplacé par un gouvernement de consensus. Cependant, plus récemment, en 2015, lorsque le mandat de Michel Martelly a expiré, il a été, encore remplacé par un gouvernement de consensus, qui a organisé les élections qui ont accouché de l'actuel homme banane. De toute évidence, la solution au problème politique d'Haïti est à portée de main, elle ne demande que leadership et détermination.

_____

*Emmanuel Roy est directeur exécutif du Comité d'action politique de la diaspora haïtienne, info@hdpac.org.



Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:19 AM Page 13

A prophet of doom

By Raymond Alcide Joseph

History is repeating itself in Haiti, as a so-called messenger of God is pushing for the establishment of another Duvalier-style dictatorship. With "Frère" (French for Brother) in front of his name, Joel Trimble would have us believe that he's that brother sent by the Almighty to tell us what's good and bad. In the process he's helping the Haitian State anarchists in their project of turning the clock back to the days of the life presidency that had turned Haiti into a giant cemetery from which so many fled, causing the brain drain that has resulted in the country being the pariah State it is today.

From a recent post of the "Brother," he explains; *"In 1987, after the fall of Jean Claude Duvalier, Haiti adopted a new constitution limiting presidential power and added a bicameral Parliament. In the past ten years for two tourism and agricultural minded presidents, this constitution has proven a hindrance to Haiti's advancement."*

He provides examples to bolster his anti-Parliament stance, he writes*: "For example, two years ago Taiwan offered Haiti $150,000,000 to build the first hydroelectric dam in a hundred years; meanwhile private electric monopolies twice paid politicians to destroy the Parliament's furniture to stop the vote and constitutional immunity protected their evil deeds."*

His tirade against Parliament continues, with a tinge of contentment: *"Then Parliament refused to authorize their own election sure the president would extend their terms, but their plan backfired and he allowed terms to expire; President Jovenel now rules by decree."*

Having shown the evilness of Parliament, Joel Trimble shows how the anti-constitutional referendum, widely criticized and rejected nationally and internationally, will provide for the strong president that Haiti needs. Read on, *"A constitutional referendum that increases the authority of executive and limits Parliament will be included with executive and legislative September 26 elections, but Opposition Oligarchs are raging via their 76 militias; they know it will limit their power."*

The situation is getting quite dangerous in Haiti. Consider his interpretation of what is happening: *"Daily security warnings of burning barricades blocking routes to N and S, armed men at major intersections; and militias fighting within a mile of our mountain home cripple Haiti in fear. As in all disasters Yvonne and I have endured, we pray and seek direction hourly on when an where to go; we know we are in the palm of His hand."*

Joe Treble

Despite all the troubles, they're soldiering on for ***Christ*** and pushing the sympathy button. Read on: *"Thank you for praying for us to be effective ministers to win **Haiti for Christ;** to be able to travel and film on location for our platform that is **La Bonne Nouvelle,** The Good News. Miraculously, our audience increases daily!"*

Having fed minds, touched hearts, Brother Joel Trimble goes for the pockets of his brothers and sisters in this plea: *"Your gift makes this soul winning work possible and we thank God for you. Please use the **secure button** and give today; you will be glad you did."*

A detailed analysis and commentary of the foregoing

Obviously, Joel Trimble is enamored of the pre-1987 constitution which was the handiwork of François "Papa Doc" Duvalier, who was elected in 1957 to a six-year term, but in 1961 changed the constitution in a referendum to give himself another 6-year term. By 1964, having amassed enough executive power, he had another change of his own constitution, to grant himself a lifetime term. On his deathbed, in 1971, the dictator introduced an amendment in his constitution, lowering the age to be president to 18, allowing him to name his then 19-year-old son, Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier, president for life.

Unfortunately, for the lover of unbridled executive power, in 1986, the Haitian people rose up against the dictatorship, and on February 7 of that year, his darling Jean-Claude fled into exile with "millions of dollars embezzled" from Haiti. The actual amount has never been known, because under an omnipotent executive, there was no control on the amount of money that could be grabbed by the ruling family, most of which was deposited in Swiss banks.

Also, under the Duvalier dictatorships, thousands of Haitians lost their lives in the dungeons of the satraps and approximately 80% of the intellectual and professional classes fled the country, causing a brain drain that affects the country till now. A similar situation is already under way in Haiti, with massacres of people in the poorer neighborhoods of the capital of Port-au-Prince and elsewhere, while young people flee the country in search of more clement shores. Joel Trimble would have us return to a constitution, via referendum, that would officialize all this mayhem while absolving the executive and his close associates of any crimes perpetrated while in office.

As far as Joel Trimble is concerned, Parliament is to blame for almost everything that's wrong in Haiti, even for not having been reelected. What about the mayors and local representatives whose mandates expired and were replaced by representatives of the executive? Why weren't elections held to replace them? Of course, Jovenel Moïse has not held any election, not even for dog catcher, since he assumed the presidency on February 7, 2017. That's fine with Mr. Trimble because it is done by a powerful executive, who operates as the dictator he is.

The Oligarchs and Parliament are responsible for the lack of a major hydroelectric dam in 100 years! The last one, the Peligre dam, came into existence in the 1950s. But does he know that the Oligarchs are to be replaced by JOMAR, a supplier of electricity to the State, registered at the Department of Commerce on February 19, 2021. In case Joel Trimble does not know, JO stands for Jovenel and MAR for Martine. That's what happens when one is a strong executive, ruling by decree since January 2020.

Apparently, Joel Trimble has done some research. He knows that the Oligarchs have "76 militias" that they use to create problem to impede approval of the referendum that should be approved together with the elections of September 26. Can he tell the number of gangs in existence? Does he know that they were first recruited under President Michel Martelly, self-styled "Legal Bandit," and that then Prime Minister Laurent Lamothe had equipped them with sophisticated weapons bought in Israel?

Does he know anything about the gang "G-9 Family and Allies," registered at the Ministry of Social Affairs as a non-profit organization? By the way, it is part of the self-proclaimed "Federated Gangs," under the leadership of Jimmy Chérizier, alias Barbecue, closely tied to the presidency. Considering that these gangs have taken over certain neighborhoods, such as Martissant and Fontamara, displacing more than 10,000 people from their homes, blocking traffic with four departments, certainly they present more of a threat to the nation than the militias of the Oligarchs! In his research, has he found out why the Haitian National Police seem inept and powerless in dealing with the gangs? Are not the gangs protected from above?

One would tend to feel bad about what Brother Joel and Sister Yvonne are enduring with "armed men" and "militias" at intersections and getting closer to their mountain abode. To live so precariously, *"praying and seeking direction hourly on when and where to go"* can be nerve wracking. At least they are *"in the palm of His hand."*

But what about all those that have been assassinated, including two journalists, on Tuesday evening-Wednesday in the early hours. in Delmas 32 and Christ Roy, in Port-au-Prince? They didn't have the protection of which those two benefitted. Has it ever crossed Joel Trimble's mind that above all, the duty of a government is protection of life and property? Does a new constitution making for the most powerful executive change the situation in Haiti for the better?

At least, Brother Joel and Sister Yvonne can count on the generous contribution of those believers who help them maintain their lavish style among the poorest people in the Western hemisphere! They even stand to get more by being in the forefront as propagandists for those that cause so much desolation in the land!

I am very troubled to live through this experience that is similar to what I experienced during the 1957 presidential campaign of François Duvalier, when evangelical Christians supported the country doctor because he showed enmity toward the Catholic Church, embracing Protestants and Voodooists. What has the new powerful executive offered Brother Joel Trimble to use his soap box in this campaign to convince the naïve that dictatorship is better than democracy?

RAJ
7 July 2021
raljo31@yahoo.com

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NET

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:19 AM Page 14

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Fissure ou séisme dans les racines du mal

Par Dan Albertini

Entre (), Jérusalem se fait prêtre à remplacer Rome : action diplomatique, fermons-les ().

Le *pape français* du néonazi secoué en son sein même, *l'abbé du deal*, aux **É.-U.,** aussi et le scandale est à l'infini. Biden et l'armée guerrière effective qui revient de l'Afghanistan garantir le sol local contre les racines du mal implanté de l'esprit de *l'abbé du deal* atteint de blessures sanguinolentes. L'annonce du mois d'orages rêvés en reprise du pouvoir en grande pompe était bien réelle dans l'intention folle. Parer la strangulation new-yorkaise de la justice yankee qui étouffe quand on n'avait pas le réflexe de la défense ni celui de la contre-attaque savante. Hélas, le Pen de *La Trinité-sur-Mer* n'est d'aucun secours dans la formule de la ligne Trump-Bannonn. Malgré Jovenel Moïse, qui a cru en cette sorcellerie.

C'est de là la condamnation du complot sur Haïti, et, le Canada s'est affiché, complice, si l'on évoque La théorie sociale contemporaine, recherche sous la direction de Gérald Bronner - Razmig Keucheyan, par le chapitre III, Une théorie à teneur normative : la théorie de la reconnaissance citée d'Estelle Ferrarese (Puf-2012 Paris France), je cite : «Le thème de la reconnaissance, campé par Hegel dans son Système de la vie éthique, puis dans la Phénoménologie de l'Esprit sous la rubrique de la dialectique du maître et de l'esclave, a brusquement ressurgi au début des années 1990....» Il y

Alain Lesage.

a assaut dans l'air.

Je vous parle d'un temps, soit de la rosée des lilas, choisissez donc le matin, soit de la rose et des lilas, choisissez la richesse plus longue du jour. Dois-je en rajouter, du jour à venir. Un homme, Bernard Landry *de la loi sur l'accès à l'égalité*. Ami de l'Haïtien, et le professeur Corten le sait. Ami des Haïtiens, le professeur A Corten le connaît. Il voulait le Québec indépendant en entrevue, comme 16e puissance économique du monde, après son indépendance. Le rêve était viable et réaliste. Le projet n'était pas ce sujet émotif puisqu'. Le Québec serait à cette époque, mieux placé que le Chili que l'on connaît aujourd'hui, c'était sa référence. Il voulait l'Haïtien du Québec en amont.

Pédagogue, universitaire *de rectorat je rajoute*, ministre politicien, *non activiste j'insiste*, qui a su nourrir gérer ses activistes *avant pendant et après*, même *l'activiste intellectuel ce grand insensé contestataire sans vision politique.* Vivre premier ministre de proximité américaine, premier ministre du Québec qui a su honorer *gros gégé* dit *gégé* Depardieu en faisant de lui '*chevalier de l'ordre nationale du Québec', l'audacieux qui ose faire de Jean Chrétien (menteur de TPS massacreur de démocratie qui devait diriger en activiste prêt à aller en élection pour pourvoir y rester au pouvoir quand il échouait), complice de son rêve* en avril 2001, en présence de Bush GW, des leaders des Amériques à cet effet : - Un sommet une Amérique, une nouvelle République, tandis que les É.-U. d'Amérique allaient subir le terrible coup du 11 septembre de la même année, prévisible comme celui du 6 janvier 2021. C'était le temps de (la République de Ben Landry marque des points). *Son empreinte était diplomatique non de coercition.*

En 2004, le plan Macerola (François) pour une diplomatie québécoise, présenté lors du congrès des Libéraux à Montréal,

Bernard Landry

était issu d'une polémique avec l'approche B Landry amorcée depuis le mi des années nonante. C'est ici dans ce contexte que du haut de l'Observatoire du *dies* que je regarde cette Amérique post 11 septembre qui a laissé faire Trump Donald Jr, pendant quatre ans, pour s'étonner des résultats. Loin de «la Paix des braves» de Bernard Landry signée avec Ted Mooses. Il n'eut pas approuvé Justin-Haïti.

Justin dans le cadre de la politique étrangère contemporaine en bons termes – Guide lexical / Charlie Mballa et Nelson Michaud, est délibérément aveugle dans «*le complexe régional de sécurité*», dans une compétition angulaire avec le Brésil, en Haïti. **Portrait** :

Aujourd'hui nous en sommes à des privilèges cachés au point où Dr Alain Lesage éminent psychiatre de l'IUSSM a peur de se laisser savoir neveu de Jean Lesage, afin d'éviter des soupçons de privilèges quant à l'attribution de bourses de recherches scientifiques. Nous en sommes là, dans ce Canada qui de la section anglaise de CBC, vend toujours et encore une version désuète du Canadien grand convoiteur de privilèges de frénésies de baron de campagne ou de lord sans écurie, et de saveur de Corona Street perdue. Laboratoire : Haïti.

J'imagine, le fait est que *ben* Landry tel que je le surnommais autrefois, est d'un autre monde, peut-être en train d'enseigner une fois de plus les relations industrielles aux Haïtiens d'outre-tombe. Si le professeur Landry était là, il s'insurgerait du Canada pilleur d'or en Haïti, adepte inféodé générateur du CORE groupe par défaut de compétence locale en relations internationales dans la *Global governance* (Test of Global Governance d'Andrew F Cooper). Cautionner Jovenel Moïse dans le crime c'est être de la *mafia-mobs.*

Comprenons que le Québec dans les Amériques, possède la machine électorale éprouvée et adaptée, pour sonder le gaspillage inopérant du CEP anti démocratique de Jovenel dans Dermalog de la franco-allemande. Pierre F Côté l'a démontré dans le temps, en pleine période de troubles politiques militaires en Haïti, à deux reprises, quand il y avait des hommes de valeur dans la coopération Québec-Canada-Amérique-Haïti, ce malgré Bush père, l'orchestration de son coup d'État depuis le professeur universitaire américain en Floride (qui épousa la sœur d'un des généraux tortionnaires de l'époque).

L'on s'étonne donc en plein DC par-devant le Capitole de voir les résultats de la grande déchéance d'une partie d'apatrides puisque sans patrie, avec un passeport américain, mais de couleur du Mississippi brûlant pour tuer, venir décimer patrimoine, institution et vies humaines, le 6 janvier 2021. Le Canada de Justin se rendra complice en Haïti, de fait.

A-t-on le droit de dire : «*médecin guérit toi toi-même*», c'est déjà la reprise démocratique sur le principe. Trudeau devrait y penser puisque sa diplomatie n'a ni prévu ni préparé le Canada à cet effet de fissure profonde de Trump, quand **les É.-U**., grand partenaire économique stratégique et militaire du Canada *complice* voisin *immédiat* et de la ZLÉA. Le Québec peut faire mieux avec Haïti, dans la coopération d'un Québec souverain.

Si c'est de cette diplomatie que vous voulez ici tant qu'ailleurs, si la République est divisible, le Canada est aussi divisible, car les racines de Landry, si elles s'étendent en retrouvailles jusqu'en Louisiane aussi, elles sont profondes et nombreuses au Québec où le rassemblement peut se faire encore, grâce aux Haïtiens nés d'une autre pluie. Si Bernard Landry était là, il camperait auprès de la République d'Haïti, comme nous l'avions fait dans le temps pour Israël, pour la Grèce, pour le Chili, pour l'Argentine, pour le Venezuela, pour dire non à Justin, asses c'est assez, les RI ne sont pas de chez Nestor d'un gymnase de boxe enrosée complice.

Nous concluons ici par dire que la fissure raciste Trump le Pen que nous avons observée traversera au Canada par la faute de Justin Trudeau. *Sans Reine*. Si vous aimez la fissure, elle vient par séisme. Si vous choisissez le séisme, vous avez la fissure !

NÉCROLOGIE

Décès de Me Henry Vixamar

La ville de Port-de-Paix, chef-lieu du Département du Nord-Ouest, salue le départ pour l'au-delà, d'un de ses illustres fils. Me Henri Vixamar est décédé, en sa résidence privée, dans sa ville natale, le 25 juin. Il était âgé de 98 ans.

Le défunt est survécu par ses enfants : Nicole Vixamar, Dre Eugenia Romain, Fred Romain, Rochenel Jean-Baptiste, Florise Cabroue, Claude-Henry Vixamar, Elliotte Vixamar et Henrie Vixamar.

Bien que Port-de-Paixien, Me Vixamar est aussi fils de la ville des Cayes, dans le sud, où il s'était mis au service de cette communauté, tour à tour, en tant qu'enseignant, professeur et directeur d'école. Il figurait parmi une demi-douzaine de professeurs qui allaient rejoindre le personnel du Lycée Philippe Guerrier, tandis que parallèlement il dirigeait son propre collège.

Léo Joseph, directeur d'*Haïti-Observateur*, un grand admirateur de Me Vixamar, qui fut son professeur de latin, au Lycée de la ville, gardera un bon souvenir de l'un de ses profs préférés.

Me Henry Vixamar, à l'âge de 94 ans.

Henry Vixamar quitta Haïti, au fort de la dictature de Duvalier, au début des années 60, en même temps qu'une fournée de compatriotes invités à s'émigrer en Afrique, dans le cadre d'un programme des Nations Unies visant à doter de professeurs les pays africains ayant récemment accédé à l'indépendance.

Me Vixamar, qui avait atterri au Tchad, était devenu conseiller du président tchadien, François Tombalbaye, le premier chef d'État de ce pays, après le départ des forces coloniales. Le prof. Vixamar devait retourner aux États-Unis, à la fin des années 60, alors que se manifestaient les premières velléités de putsch contre le président. En effet, François Tombalbaye fut assassiné par les militaires tchadiens le 13 avril 1975.

Ayant perdu les traces d'Henry Vixamar, en 1968, il impossible de repérer son parcours, ni d'établir le lieu où il allait se fixer après son retour d'Afrique. Toutefois, connaissant ses choix politiques, il existe de fortes chances qu'il ne soit retourné au pays qu'après la chute de Jean-Claude Duvalier.

Nous prions les enfants de Me Vixamar ainsi que les parents et alliés affligés par ce deuil, de trouver ici l'expression des condoléances sincères de la Rédaction.

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:19 AM Page 15

LE CONTENTIEUX D'YVES JEAN-BART AVEC LA FIFA (SUITE)

Le géant du foot international pris au piège de la politique crasse d'Haïti

Associée inconsciente au scandale PetroCaribe...

Suite de la page 1

extrême confusion, en raison de la nature du dossier. Selon toute vraisemblance, elle a donné dans panneau, par rapport à une histoire « *amusante* » présentée par un bloggeur européen, sans avoir eu la sagesse de déterminer à l'avance quels intérêts cachaient derrière ce dernier, qui, pourtant n'avait jamais mis les pieds en Haïti, ni interrogé aucune des victimes présumées de violences sexuelles « *sur mineures* » dont le numéro 1 de la FH est accusé.

En effet, la saga à laquelle se trouve mêlé le Dr Jean-Bart s'inspire de la politique crasse d'Haïti, dans le cadre d'une campagne de dénigrement montée de toutes pièces, dans le but de prendre le contrôle de la FHF, que Michel Martelly se proposait de détourner de ses nobles objectifs. Impliqué à fond, dans des activités illicites et voulant transformer cette institution en créneau pour faire transiter les millions volés du Fonds PetroCaribe, il a mis tout en œuvre pour avoir la tête de M. Jean-Bart.

Les premiers indices de ressentiment de Michel Martelly, à l'égard du Dr Jean-Bart se sont manifestés avant la présidence de celui-là, à l'occasion d'une rencontre, à Boston, lors d'un match de la Sélection nationale. S'adressant au président de la FHF, Sweet Micky dit qu'il allait avoir besoin de son aide, car « *Je suis président d'Haïti* ». Comprenant qu'il s'agissait d'une boutade, Dr. Jean-Bart répondit qu'il ne pouvait pas faire grand-chose «*puisque vous êtes déjà président*». À ces mots s'est dessinée la crispation de Martelly. Il devait comprendre que sa réponse n'avait pas plu au futur candidat à la présidence.

Les élections de 2010 ayant tourné comme on l'a su, le candidat Michel Martelly, à l'instigation de la communauté internationale, allait être élu président d'Haïti. À l'occasion de sa prochaine rencontre avec Dr Jean-Bart, il n'allait point cacher son hostilité. Il faisait déjà allusion à la « *corruption* » et « *gaspillage*», voire même au trafic de drogue qui se pratiquaient à la FHF. Au lieu de favoriser l'épanouissement du football, il ne faisait qu'afficher son hostilité à l'égard du président de l'institution.

Ce genre d'attaque se faisait régulièrement, au point que cela devenait une obsession. Finalement, il a décidé de créer une organisation parallèle à la FHF qu'il imaginait allait remplacer celle-ci, ignorant le protocole d'accord existant entre la FIFA et les dirigeants haïtiens, par rapport au fonctionnement de l'institution haïtienne. Le comité mis sur pied par Michel Martelly était composé d'hommes d'affaires proches du pouvoir et de hauts fonctionnaires du gouvernement. Au bout du compte, il s'est rendu compte qu'il n'allait pas pouvoir éliminer ni écarter la FHF par les moyens qu'il voulait mettre en œuvre. Ce qui l'a rendu encore plus enragé contre Yves Jean-Bart.

Mais l'inimitié de Michel Martelly contre le président de la FHF allait prendre une allure encore plus grave, à l'occasion de la visite du président de la FIFA, invité en Haïti par le Dr Jean-Bart, à la cérémonie d'inauguration d'une nouvelle installation sportive. À cette occasion, le président ne pouvait plus contenir sa passion anti-Jean-Bart. Il était allé si loin qu'il s'est vu rappelé à l'ordre par le patron de la FIFA, lui disant que les accusations qu'il portait contre le président de la FHF sont infondées, et que « *Nous sommes très satisfaits de la gestion de l'organisation par le Dr Jean-Bart* ».

Dans le cadre des publications que présente *Haïti-Observateur*, les dirigeants de la FIFA se rendront bien compte qu'il y a eu mal donne dans ce dossier; et qu'ils ont été trop vite en besogne, jusqu'à donner dans le panneau par rapport à une entreprise qui relève de la politique crasse haïtienne, l'apanage de certains politiciens de bas étage. En se lançant dans cette aventure, entraînés par le bloggeur Romain Molina, ils sont devenus partie prenante d'une conspiration ourdie par un secteur politico-social haïtien donnant à fond dans les activités illicites, et qui avaient pour objectif d'y enfoncer cette prestigieuse institution qu'est la FIFA.

Dans la prochaine édition, qui sera publiée le 28 juillet, « *Un esclandre en présence du président de la FIFA* ». Nous serons

AVIS AUX LECTEURS

Il est porté à la connaissance des lecteurs que les deux semaines de congé, qui avaient été annoncées le mois dernier, du 16 au 23 juin, sont ajournées aux dates suivantes : du 14 au 28 juillet. Les éditions de mercredi 14 et de 21 juillet ne seront pas publiées. Nous reprendrons le collier le mercredi 28 juillet.

Merci d'être à l'attente de votre journal, à la reprise de la publication.

La Direction.

Journal 7- 14 juillet 2021.qxp_HO 7/7/21 4:19 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Quelles élections démocratiques dans le chaos ambiant en Haïti ?

Avec la nomination, lundi, 5 juillet, du nouveau Premier Ministre Ariel Henry, ayant pour mission, entre autres, d'« *accompagner le Conseil électoral provisoire [illégitime] pour la réalisation des élections générales et le référendum* », naturellement après avoir résolu « *le problème criant de l'insécurité* », on nous ferait croire qu'enfin la démocratie pointe à l'horizon.

Voici des faits à retenir :

Pas d'élections « *crédibles sans un minimum de sept mois de préparation* » (Liné Balthazar, président du PHTK, ayant placé Jovenel Moïse au timon des affaires).

Le Dr, Ariel Henry ne peut compter sur ses anciens compagnons de combat, de tendance gauchiste, qui se sont désolidarisés de lui publiquement, donc pas de « gouvernement d'ouverture, incluant les forces vives de la nation », tel que stipulé dans la feuille de route à lui confiée par le patron Moïse.

Qu'Ariel Henry puisse convaincre son patron de son emprise sur Jimmy Chérizier, dit Barbecue, et qu'il pourra ainsi apprivoiser les gangs armés sur toute l'étendue du territoire est de la chanson à faire dormir. Barbecue sera-t-il nommé ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, éclipsant l'inutile Louis Gonzague Edner Day ?

Que la corruption ait été légalisée par le chef suprême, ayant blanchi, par décret, tous les ministres et Premier Ministres, du 7 février 1991 au 7 février 2017, en leur accordant « décharge », surtout pour permettre à Laurent Salvador Lamothe de lancer sa candidature à la présidence, uniquement dans le but de tromper les naïfs, savoir qu'il a été réellement élu. Mais tout ceci est bien coordonné entre les trois larrons : Jovenel Moïse, Laurent Lamothe et Ariel Henry qui, selon les gens du sérail, est « l'homme de Lamothe ».

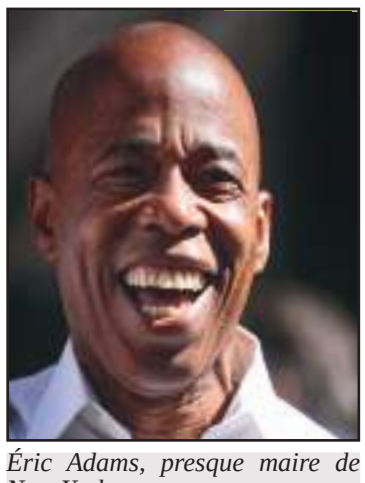
Alors, de quelles élections démocratiques s'agit-il, dans un Haïti gangstérisé, corrompu et en plein dans le chaos, par-dessus le marché. Au point que des « *amis d'Haïti* » ont déclaré que des observateurs ne feront pas acte de présence pour avaliser leur farce électorale. Tout le monde est averti.

L'ACTUALITÉ EN VRAC

***Bien que le but du président Joe Biden de faire inoculer 70 % de la population américaine à la date du 4 juillet, n'ait été atteint, des progrès sont réalisés.** En effet, au 4 juillet, le *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC) ont rapporté que 66.6% des adultes au pays ont reçu au moins une dose de vaccin et encouragent les gens à se vacciner, car la variante Delta du virus, qui s'étend, est beaucoup plus nocive que l'original.

Une bonne nouvelle dans la lutte contre l'expansion du virus mortel : Des médecins républicains, ayant entamé une campagne pro-vaccination, ont eu des effets promoteurs, car le nombre de républicains à accepter de se faire vacciner est à la hausse.

***Entre-temps, en Haïti, la pandémie continue à faire des ravages.** Mais /le programme de vaccination se fait attendre. Ce n'est que mercredi dernier, 30 juin, que le Ministère de la Santé et de la Population (MSPP) a annoncé qu'un « *Plan national de vaccination contre la COVID-19* » se déroulera sur trois phases, en vue de vacciner 62 % de la population. On commencera par inoculer le personnel sanitaire, ensuite, les personnes âgées de 50 ans



Éric Adams, presque maire de New York.

ou plus, puis ceux de 18 à 49 ans. Mais jusqu'à quand devra-t-on attendre ? Il faut attendre fin juillet avant que n'arrivent les vaccins !

***Officiellement, Eric Adams est déclaré le gagnant aux**

Patrick Gaspard

élections primaires de New York, du 22 juin. C'est hier, mardi 6 juillet, qu'enfin a été annoncée la nouvelle : Le président du *borough* (commune) de Brooklyn, Eric Adams, l'a remporté avec 50,5 % du vote contre sa rivale, Kathryn Garcia, qui a obtenu 49,5 % du suffrage, une différence de 15 908 votes. En effet, depuis la semaine dernière, nous avions donné Adams pour gagnant avec 51,1 % du suffrage contre 48,9 % pour Mme Garcia. Comme on le constate, la course a été très serrée, une femme a failli scoré une première victoire pour la gent féminine, à New York. Car, c'aurait été la première femme maire, disons mairesse, de New York.

Il ne faut pas assimiler à l'arrogance la déclaration, même avant novembre, du gagnant du pari. Le nombre de démocrates inscrits dans cette première ville des États-Unis est de 7 contre 1 républicain. Ainsi, on peut déjà pronostiquer d'une victoire de l'ancien capitaine de la police de New York, Eric Adam, 60 ans, contre Curtis Sliwa, 67 ans, activiste politique, fondateur des « Guardian Angels », ce groupe non armé qui patrouillait le système de transport souterrain (Subway), dans les années '80, supportant indirectement les forces de l'ordre.

La victoire d'Adams comme maire sera historique, car après David Dinkins, en 1990, il sera le second Afro-américain à occuper le poste de premier citoyen de cette métropole. Doué d'une humilité incomparable, il ne se croit pas encore maire. Après avoir été déclaré vainqueur aux primaires, il a émis un communiqué dans lequel il s'exprime ainsi, en partie : « *Maintenant, il faut concentrer nos efforts sur une autre victoire, en novembre, afin de pouvoir accomplir les promesses faites à cette grande ville, surtout à ceux qui se débattent, bien que manquant d'opportunités, mais décidés à ce qu'il y ait un avenir sécurisé, équitable et à la portée de tous les New Yorkers* ».

Voilà, en peu de mots, tout un programme de gouvernement. Qu'il en soit ainsi !

***Patrick Gaspard, d'origine haïtienne, chargé du « Think Tank » le plus influent à Washington.** Le dernier jour du mois de juin, alors que les vandales organisaient leur massacre, à Port-au-Prince, à Washington, un fils d'Haïtiens, Patrick Gaspard, est appelé à devenir le président et chef exécutif (CEO) du « *Center for American Progress* » (CAP), le « *Think Tank* », Bureau de réflexion, le plus important, à Washington, de l'ère du président Joe Biden, pour répéter *Politico*, publication bien côtée dans les milieux influents de la capitale américaine.

Patrick Gaspard est bien connu à New York, où il a fait ses armes, au syndicat 1199, pour les travailleurs de la santé. Il a été au-devant de la scène, à New York, lors de la campagne électorale de 2008 du candidat Barack Obama. Aussi a-t-il été appelé à se joindre à l'équipe de la Maison-Blanche. On le retrouvera en Afrique du Sud comme ambassadeur de l'administration Obama. Après son passage dans la diplomatie, il deviendra président de *Open Societies*, du milliardaire George Soros. Mais jamais, il n'a oublié ses racines. À 53 ans, il est une référence dans les milieux politico-sociaux américains.

Pour revenir à CAP, c'est une institution doté d'un personnel de 287 personnes, dont le budget opérationnel, pour l'année courante, se chiffre à USD 64 millions $ Selon *Politico*, une soixantaine d'employés de la Maison-Blanche de Joe Biden sont des « *diplômés* » de CAP, y compris Neera Tanden, qui a précédé Gaspard à la tête de CAP. Elle est conseillère du président.

On notera que le jour même d'assumer le rôle de président du CAP, Patrick Gas pard s'est prononcé succinctement sur la situation d'Haïti. Au moment où l'on s'agite autour des élections en Haïti. Il a émis ce tweet : « *Arrêtons de forcer, à tout prix, des élections en Haïti !* » Un autre son de cloche, plutôt encourageant, dans les milieux décisionnels, à la capitale fédérale.

Pierre Quiroule II
7 juillet 2021

AVIS AUX LECTEURS

Il est porté à la connaissance des lecteurs que les deux semaines de congé, qui avaient été annoncées le mois dernier, du 16 au 23 juin, sont ajournées aux dates suivantes : du 14 au 28 juillet. Les éditions de mercredi 14 et de 21 juillet ne seront pas publiées. Nous reprendrons le collier le mercredi 28 juillet.

Merci d'être à l'attente de votre journal, à la reprise de la publication.

La Direction.